

VILLE DE ROANNE

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance publique du jeudi 10 novembre 2022

MONSIEUR LE MAIRE CERTIFIE :

N°13

CADRE DE VIE

- Société Publique Locale
d'efficacité énergétique
outils d'intervention de
l'Opérateur de Services
Energétique Régional
(SPL OSER)
- Rapport d'activité
- Année 2021
- Examen

1. *que la convocation de tous les conseillers municipaux en exercice a été faite dans les formes et délais prescrits par la loi ;*
2. *que le nombre des conseillers en exercice, au jour de la séance était de 39 sur lesquels il y avait 32 membres présents lors de la présente délibération, à savoir :*

M. Yves NICOLIN, Mme Clotilde ROBIN, M. Lucien MURZI, M. Jean-Jacques BANCHET, Mme Corinne TRONCY, M. Fabien LAMBERT, Mme Catherine DUFOSSÉ, M. Gilles PASSOT, Mme Fanny FESNOUX, M. Pascal LASSAIGNE, M. Edmond BOURGEON, Mme Hélène LAPALUS, M. Guy SERGENTON, Mme Maryvonne LOUGHRAIEB, Mme Catherine BRUN, Mme Virginie BERNIER, M. Guillaume BRASSEUR MINARD, Mme Adina LUPU BRATILOVEANU, M. Mahdi NOUIBAT, Mme Vanessa BARBANT, Mme Vickie REDEUILH, M. Romain BOST, M. Quentin GUILLERMIN, M. Alexandre GRANGE, M. Estéban PIAT, Mme Christine CHEVILLARD, M. Bernard GERBOT, M. Franck BEYSSON, M. Denis VANHECKE, Mme Brigitte DUMOULIN, Mme Marie-Hélène RIAMON, M. Andrea IACOVELLA

Secrétaire élu(e) pour la durée de la session : M. Estéban PIAT

A l'ouverture de la séance, Monsieur le Président a déposé sur le bureau de l'assemblée, le pouvoir écrit donné à un collègue par les conseillers municipaux empêchés d'assister à la séance, de voter en leur nom, par application de l'article L. 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Absents ayant donné mandat :

Mme Sophie ROTKOPF à Mme Clotilde ROBIN, Mme Marie-Laure DANA BURNICHON à Mme Corinne TRONCY, M. Christian DORANGE à M. Lucien MURZI, Mme Valérie PROST MALLET à Mme Fanny FESNOUX, Mme Jade PETIT à M. Fabien LAMBERT, Mme Sabine VERMOREL à Mme Vanessa BARBANT, M. Christophe PION à M. Andrea IACOVELLA

Absents sans mandat :

M. Romain BOST, Conseiller Municipal, soumet au Conseil Municipal le rapport suivant :

La Ville de Roanne est membre de la SPL d'efficacité énergétique – SPL OSER – depuis 2017.

Les Sociétés Publiques Locales, au nombre de 420 environ sur le plan national, contribuent à la réalisation de différentes politiques locales, avec un champ d'intervention très large.

La SPL d'efficacité énergétique – SPL OSER - a pour objet, sur le territoire de la région Auvergne-Rhône-Alpes, d'accompagner ses actionnaires dans la mise en œuvre de leur stratégie et de leurs projets de rénovation énergétique.

L'année 2021 a vu l'entrée de neuf nouveaux actionnaires au sein de la SPL OSER : Métropole de Lyon, Villes de Lyon, Thoiry, Le Bourget du Lac, Charbonnières-Les Bains, Saint-Pierre de Chartreuse, Loriol sur Drôme, Villeurbanne et Voiron.

Sur le plan de l'activité de la société :

- l'activité a été très dense pour les études amont dont les audits énergétiques et l'accompagnement à la rédaction du programme de travaux. La SPL a signé 16 marchés avec ses actionnaires pour ce type d'études qui préparent le lancement des opérations ;
- l'activité opérationnelle se poursuit en mandat de maîtrise d'ouvrage avec des marchés signés dans les années précédentes et le lancement d'un nombre important de nouveaux mandats en 2021 : sept mandats pour les Villes de Grigny, Albertville, Bourg en Bresse, Lyon, Eybens Le Bourget du Lac et un mandat pour la métropole de Lyon portant sur un collège. Plusieurs mandats portent sur la rénovation énergétique de plusieurs établissements publics (2 groupes scolaires à Bourg en Bresse, 3 groupes scolaires dont un comportant une crèche et des bureaux à Lyon, 2 écoles et une salle polyvalente à Eybens, mandats qui permettent ainsi de massifier la rénovation énergétique) ;
- l'avancement opérationnel est en développement significatif sur les phases de contractualisation des marchés globaux de performance et la conception réalisation :
 - * une hausse d'activité sur la phase contractualisation grâce aux nouveaux mandats signés en 2021 ;

- * pour la Phase Conception réalisation, une activité portant sur treize opérations en cours, avec des opérations d'importance sur le plan du volume des travaux à engager ;
- * la réception des travaux sur trois établissements, pour la Région Auvergne-Rhône-Alpes sur le lycée Aragon Picasso à Givors (réalisé en B.E.A) et la réception de deux opérations en mandat de maîtrise d'ouvrage portant sur l'espace Jean Poperen, équipement qui accueille notamment les spectacles de la saison culturelle à Meyzieu et le groupe scolaire Cotfa à Annecy ;
- * une trentaine de sites en phase exploitation maintenance sur lesquels dans la grande majorité des cas la performance énergétique attendue a été atteinte ou dépassée.

L'exercice 2021 se traduit pour la SPL d'efficacité énergétique par :

- un chiffre d'affaires de 2 064 923 €, largement constitué des travaux réalisés en tiers financement dans le cadre de baux emphytéotiques administratifs ;
- un montant d'honoraires perçus de 990 863 € ;
- une perte de 82 179 €.

L'article L.1524-5 du Code Général des Collectivités Territoriales dispose que les organes délibérants des collectivités territoriales et leurs groupements actionnaires doivent se prononcer sur le rapport écrit qui leur est soumis au moins une fois par an par leur(s) représentants(s) au conseil d'administration ou de surveillance des sociétés d'économie mixte locales (SEML), ou le cas échéant de l'assemblée spéciale, ainsi que des SPL, SPLA et SEMOP.

Pour l'exercice 2021, les représentants de la Ville de Roanne désignés par l'assemblée délibérante sont :

- pour la SPL d'efficacité énergétique, M Christian DORANGE.

Les rapports de gestion de ces sociétés détaillant les éléments significatifs pour l'exercice 2021 sont joints en annexe.

Il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- prendre acte des rapports de la Société Publique Locale d'Efficacité Energétique pour l'exercice 2021.

Le Conseil Municipal prend acte du rapport de la Société Publique Locale d'efficacité énergétique OSER pour l'exercice 2021. Aucune remarque ni observation ne sont formulées.

ROANNE, le 16 NOV. 2022

Le Secrétaire de séance,

Estéban PIAT

Le Maire,



Yves NICOLIN

Président de Roannais Agglomération



SPL OSER
Auvergne-Rhône-Alpes

791 623 069 R.C.S. de LYON

Société Publique Locale d'Efficacité Énergétique
Bureaux : 5 rue Eugène Faure - 38000 GRENOBLE
Siège social : 1 esplanade François Mitterrand - 69002 LYON

Rapport d'activité de l'année 2021

Date : 24 mars 2022



Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

042-214201873-20221110-10NOVN13-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 16/11/2022

Affichage : 16/11/2022

Sommaire

1. Edito du Président
2. Les faits marquants de l'année 2021
3. Perspectives pour l'année 2022
4. La SPL OSER, une société au côté des collectivités
5. Evolution du nombre d'actionnaires
6. Evolution du chiffre d'opérations sur 7 ans
7. Analyse du carnet de commande
8. Effectif de la société et parité
9. Organigramme de la société
10. Moyens humains mis en œuvre par la société
11. Performance énergétique – Résultats
12. Taille et complexité des projets

1. Edito du Président

La rénovation énergétique des bâtiments est devenue ces dernières années un sujet important sur lequel de nombreux acteurs aux compétences très larges, s'impliquent fortement dans notre Région Auvergne-Rhône-Alpes.

La SPL OSER est désormais sollicitée par de nombreuses collectivités locales. Sa spécialisation sur un mode de réalisation en conception-réalisation avec engagement de performance permet d'apporter aux Maîtres d'Ouvrages publics un appui opérationnel apprécié et mutualisé.

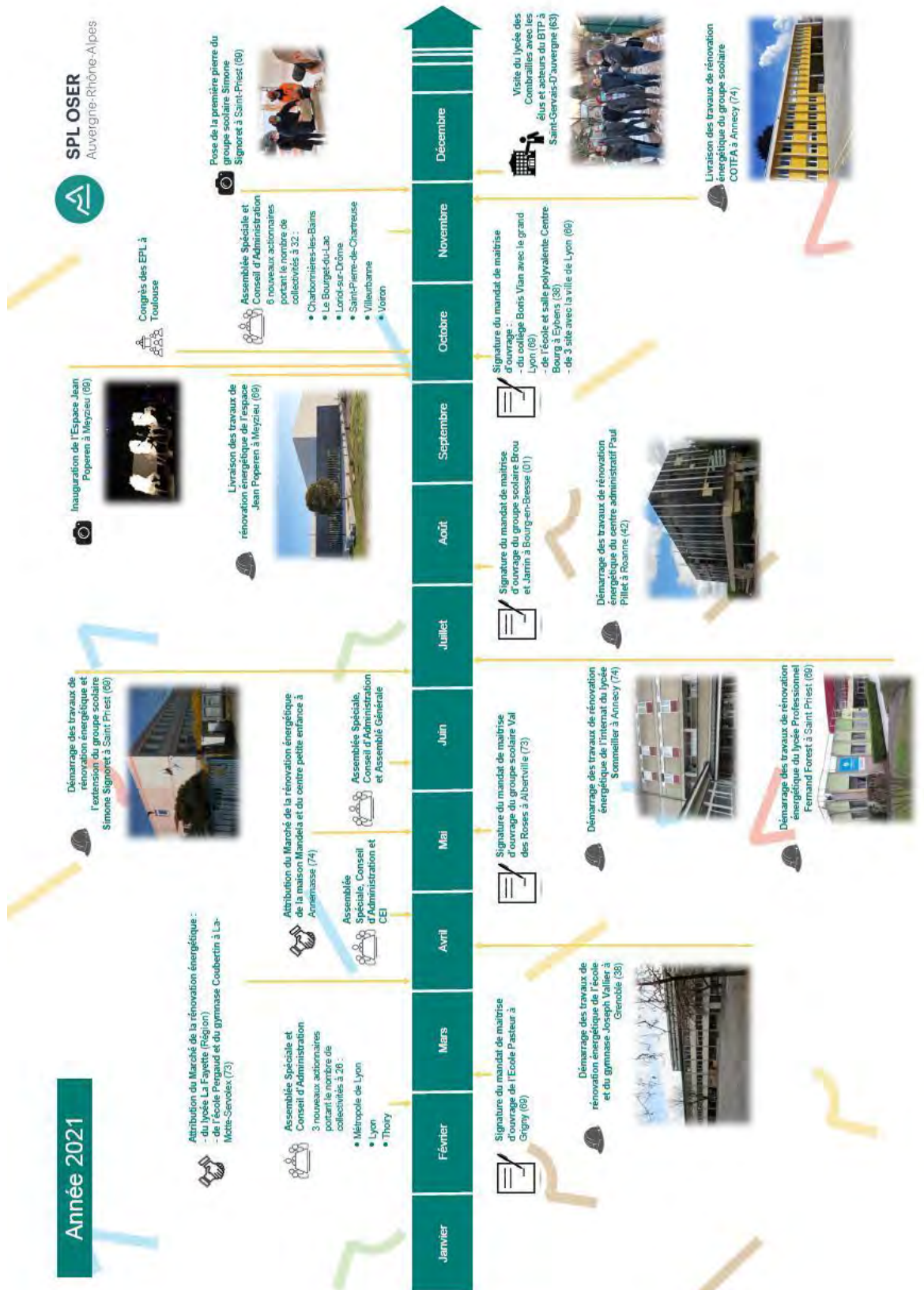
Cette année 2021 aura été marquée par la reprise d'activité après le pic de la crise sanitaire qui a impacté les entreprises du bâtiment et inévitablement la SPL OSER. L'entrée de neuf nouveaux actionnaires dans la société et la prévision de nouvelles entrées de collectivités en 2022 doivent conduire à une forte hausse de l'activité pour les années à venir. L'évolution des effectifs de la SPL sur ces dernières années doit permettre de répondre aux besoins de nos collectivités locales.

La société reste sensible aux aléas qui perturbent la régularité de l'activité et notamment les reports de projets et l'augmentation de leur durée.

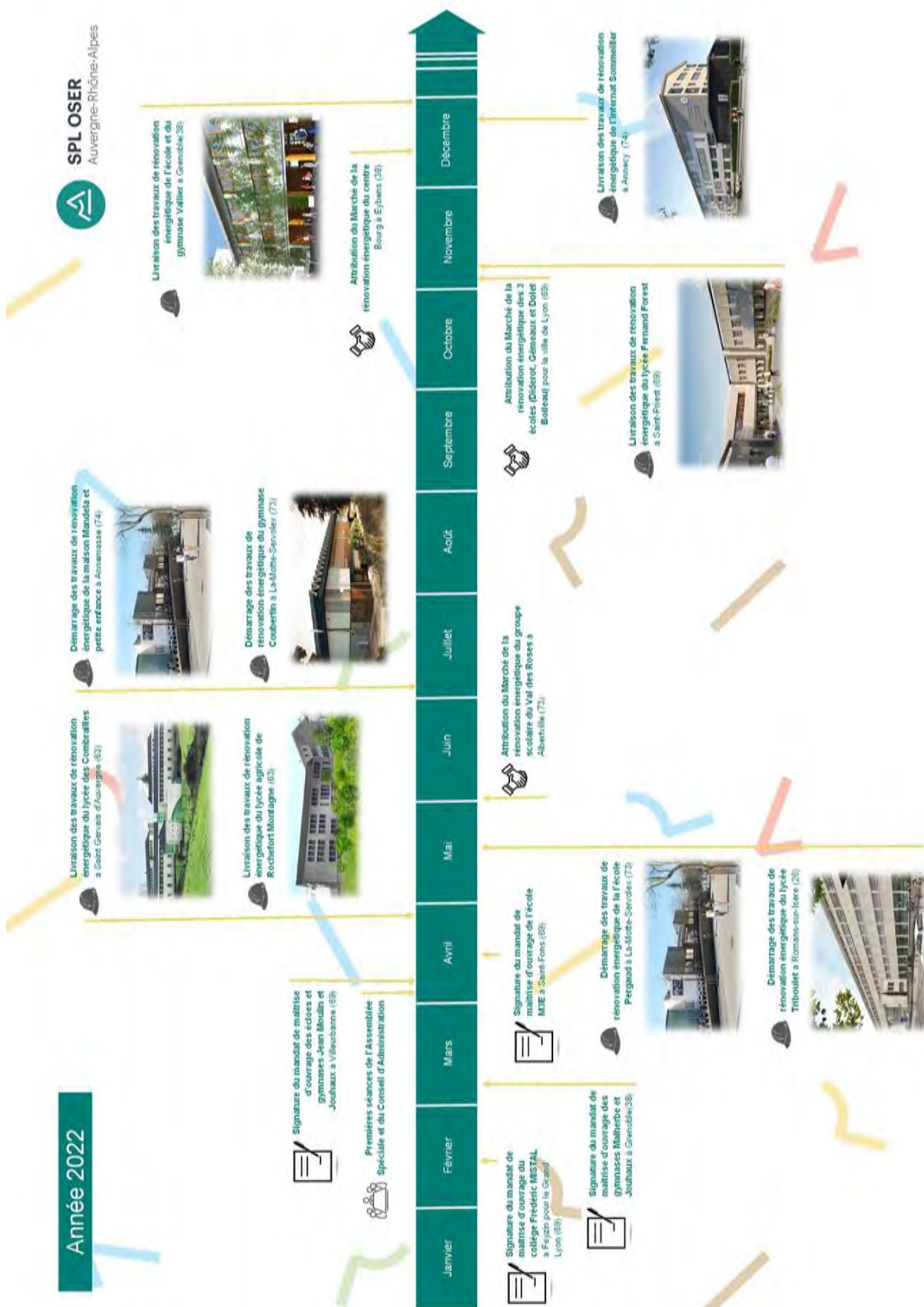
Pour autant les perspectives pour les années suivantes sont bonnes et il me paraît utile de rappeler que les actions menées par chaque actionnaire de notre SPL, en confiant le pilotage d'opérations à la société, contribuent à créer des emplois dans les domaines du bâtiment, de l'environnement et de la maintenance des installations techniques.

N'oublions pas que les actionnaires de la SPL OSER sont aussi ses clients, les seuls clients que la société peut solliciter pour maintenir son activité à l'équilibre.

re-



Année 2022



Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

042-214201873-20221110-10NOVN13-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 16/11/2022

Affichage : 16/11/2022

4. La SPL OSER, une société au côté des collectivités

La Société Publique d'Efficacité Énergétique – SPL OSER est un outil mutualisé destiné à accompagner les collectivités locales qui en sont actionnaires au développement de projets de rénovation énergétique ambitieux.

Les marchés avec engagement de performance énergétique ont été très largement développés sur le territoire de la Région Auvergne-Rhône-Alpes et la SPL OSER y a contribué aux côtés des acteurs institutionnels tels que la Région, l'ADEME et AURAE.

Le partenariat entre les actionnaires et la SPL OSER s'inscrit dans la durée, les marchés avec engagement de performance étant couramment d'une durée d'une dizaine d'années.

5. Evolution du nombre d'actionnaires

L'ampleur des actions à mener sur le patrimoine public, que ce soit vis-à-vis de la nécessité de réduire les dépenses énergétiques, de répondre aux objectifs du Décret Tertiaire, ou de prendre en compte l'amélioration nécessaire du patrimoine bâti ont conduit beaucoup de collectivités à s'engager avec la SPL OSER.

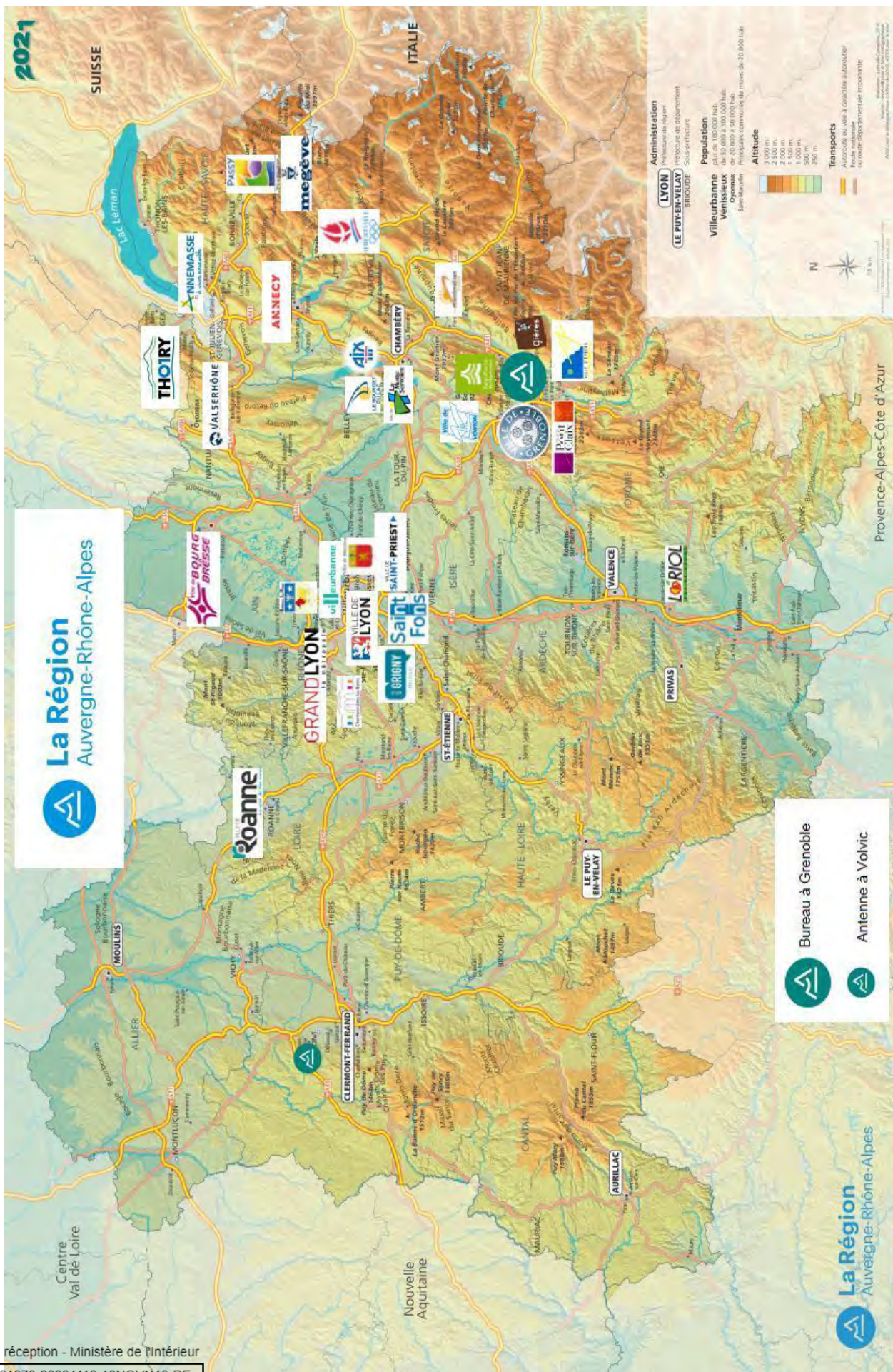
Le nombre d'actionnaires a évolué significativement en 2021 et le récapitulatif sur les 5 dernières années en témoigne :

L'activité de la SPL OSER s'est développée historiquement sur le territoire de la Région Rhône-Alpes et particulièrement du Rhône à la Haute-Savoie.

Depuis quelques années, le périmètre d'intervention de la société s'est élargi, dans la Loire notamment et dans le Puy de Dôme où la société a créé un établissement secondaire basé à Volvic.

En 2021, le territoire du Rhône s'est fortement développé avec de nouveaux actionnaires de l'agglomération lyonnaise.

Analyse de l'actionnariat sur 5 ans, et perspectives d'évolution												
Actionnaires	2017		2018		2019		2020		2021		Perspectives 2022	
	Nb actions	% détention	Nb actions	% détention	Nb actions	% détention	Nb actions	% détention	Nb actions	% détention	Nb actions	% détention
Région Auvergne Rhône-Alpes	710 472	73,94%	735 278	67,74%	735 278	68,07%	735 278	68,07%	735 278	66,85%	735 278	66,58%
SAE42	5 000	0,52%	5 000	0,46%	5 000	0,46%	5 000	0,46%	5 000	0,45%	5 000	0,45%
Ville d'Aix-les-Bains	2 958	0,31%	2 958	0,27%	2 958	0,27%	2 958	0,27%	2 958	0,27%	2 958	0,27%
Ville d'Ambérieu-en-Bugey	1 488	0,15%	1 488	0,14%	1 488	0,14%	1 488	0,14%	1 488	0,14%	1 488	0,13%
Ville d'Annecy	100 617	10,47%	100 617	9,27%	100 617	9,32%	100 617	9,32%	100 617	9,15%	100 617	9,11%
Ville d'Annemasse	3 380	0,35%	3 380	0,31%	3 380	0,31%	3 380	0,31%	3 380	0,31%	3 380	0,31%
Ville de Bourg-en-Bresse	93 514	9,73%	93 514	8,61%	93 514	8,66%	93 514	8,66%	93 514	8,50%	93 514	8,47%
Ville de Chambéry	5 000	0,52%	5 000	0,46%		0,00%		0,00%		0,00%		0,00%
Ville d'Eybans	1 000	0,10%	1 000	0,09%	1 000	0,09%	1 000	0,09%	1 000	0,09%	1 000	0,09%
Ville de Grenoble	5 000	0,52%	64 707	5,96%	64 707	5,99%	64 707	5,99%	64 707	5,88%	64 707	5,86%
Ville de Grigny (Rhône)	900	0,09%	40 630	3,74%	40 630	3,76%	40 630	3,76%	40 630	3,69%	40 630	3,68%
Ville de La Motte-Servolex	1 300	0,14%	1 300	0,12%	1 300	0,12%	1 300	0,12%	1 300	0,12%	1 300	0,12%
Ville de Meyzieu	3 000	0,31%	3 000	0,28%	3 000	0,28%	3 000	0,28%	3 000	0,27%	3 000	0,27%
Ville de Montmélian	8 138	0,85%	8 138	0,75%	8 138	0,75%	8 138	0,75%	8 138	0,74%	8 138	0,74%
Ville de Passy	1 165	0,12%	1 165	0,11%	1 165	0,11%	1 165	0,11%	1 165	0,11%	1 165	0,11%
Ville de Romans-sur-Isère	3 500	0,36%	3 500	0,32%		0,00%		0,00%		0,00%		0,00%
Ville de Saint-Fons	1 700	0,18%	1 700	0,16%	1 700	0,16%	1 700	0,16%	1 700	0,15%	1 700	0,15%
Ville de Saint-Priest	4 100	0,43%	4 100	0,38%	4 100	0,38%	4 100	0,38%	4 100	0,37%	4 100	0,37%
Ville de Vaulx-en-Velin	1 200	0,12%	1 200	0,11%	1 200	0,11%	1 200	0,11%	1 200	0,11%	1 200	0,11%
Ville de Gières	630	0,07%	630	0,06%	630	0,06%	630	0,06%	630	0,06%	630	0,06%
Ville de Rillieux-la-Pape	3 200	0,33%	3 200	0,29%	3 200	0,30%	3 200	0,30%	3 200	0,29%	3 200	0,29%
Ville de Roanne	3 600	0,37%	3 600	0,33%	3 600	0,33%	3 600	0,33%	3 600	0,33%	3 600	0,33%
Ville de Megève			400	0,04%	400	0,04%	400	0,04%	400	0,04%	400	0,04%
Ville d'Alberville					2 000	0,19%	2 000	0,19%	2 000	0,18%	2 000	0,18%
Ville de Pont-de-Claix					1 100	0,10%	1 100	0,10%	1 100	0,10%	1 100	0,10%
Métropole du Grand Lyon									5 000	0,45%	5 000	0,45%
Ville de Lyon									5 000	0,45%	5 000	0,45%
Ville de Thoiry (Ain)									700	0,06%	700	0,06%
Ville du Bourget-du-Lac									600	0,05%	600	0,05%
Ville de Charbonnières-les-Bains									600	0,05%	600	0,05%
Ville de Saint-Pierre-de-Chartreuse									100	0,01%	100	0,01%
Ville de Loriol-sur-Drôme									700	0,06%	700	0,06%
Ville de Villeurbanne									5 000	0,45%	5 000	0,45%
Ville de Voiron									2 100	0,19%	2 100	0,19%
Perspectives												
- ont délibéré :											4 400	0,40%
Ville de Caluire-et-Cuire												
Nombre d'actionnaires	22		23		23		23		32		33	
Total	960 862	100,00%	1 085 505	100,00%	1 080 105	100,00%	1 080 105	100,00%	1 099 905	100,00%	1 104 305	100,00%
Capital	9 608 620		10 855 050		10 801 050		10 801 050		10 999 050		11 043 050	



Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

042-214201873-20221110-10NOVN13-DE

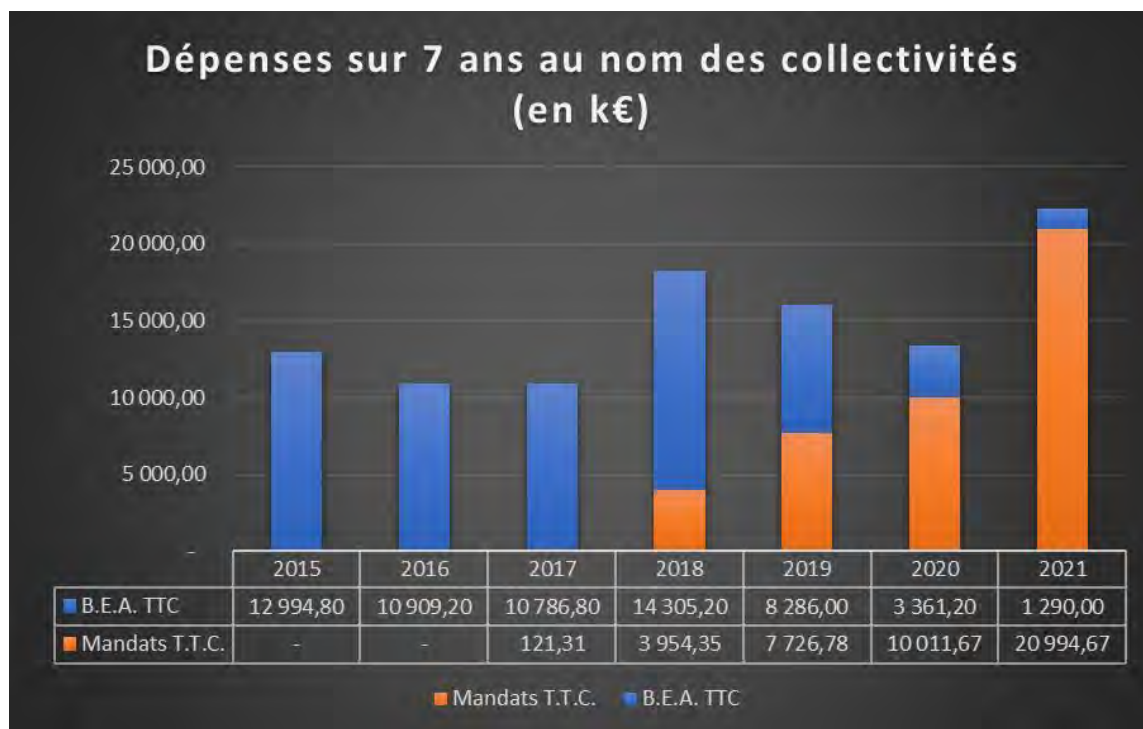
Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 16/11/2022

Affichage : 16/11/2022

6. Evolution du chiffre d'opérations sur 7 ans

Le chiffre d'opérations TTC correspond à l'ensemble des dépenses réalisées par la société pour le compte des collectivités. Il évolue au gré du lancement des opérations, en fonction des cycles et du type de contrat utilisé. Le graphique ci-dessous illustre l'évolution au cours des 7 dernières années (cumul des opérations en BEA et en mandat de maîtrise d'ouvrage).

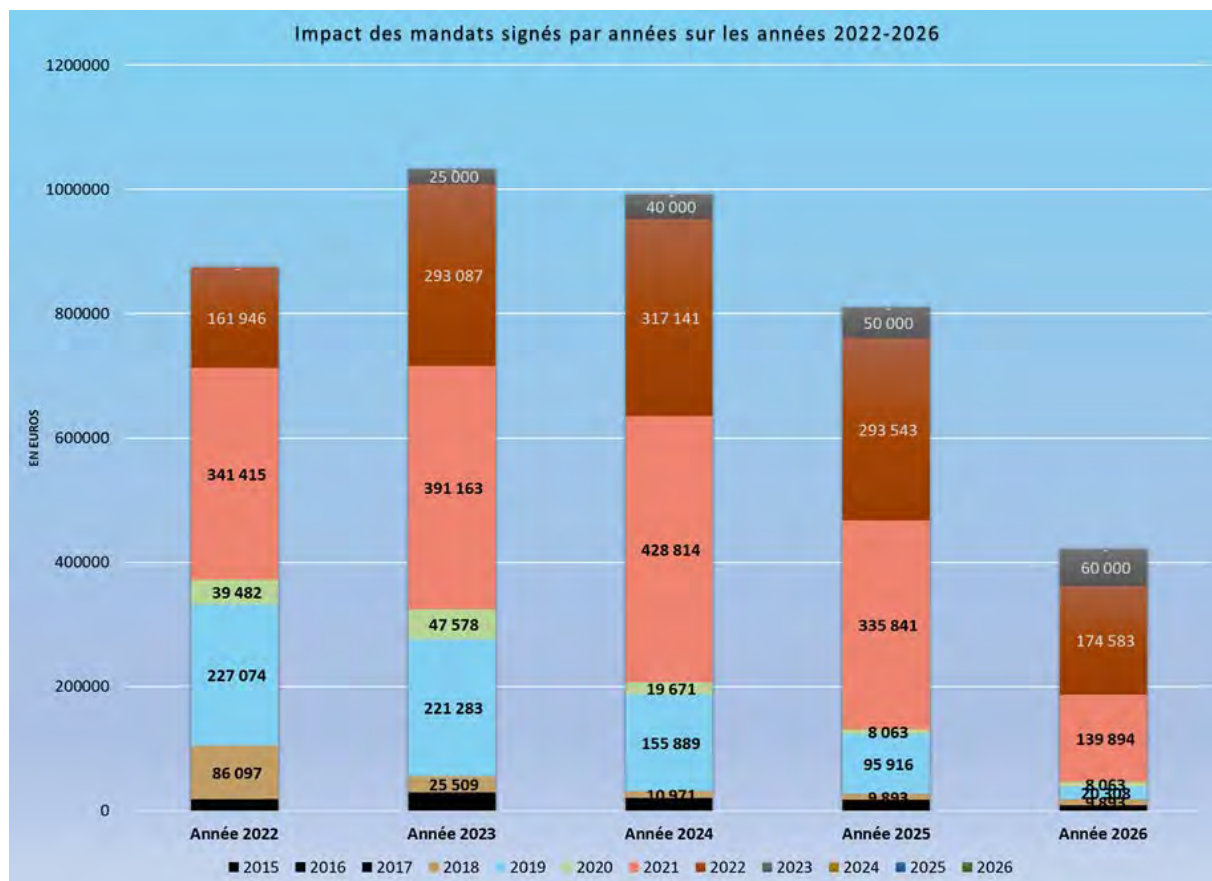


Les derniers B.E.A. ont été livrés début 2021. La part des dépenses générées par ce type de contrat glisse année après année vers des contrats en mandat de maîtrise d'ouvrage.

La somme des dépenses pour les deux types de contrats a diminué en 2019 puis 2020 du fait des aspects cycliques des lancements d'opérations, les dépenses étant plus importantes à partir du lancement des travaux.

Une évolution très notable du chiffre d'opération en 2021 apparaît clairement. Elle devrait s'accroître dans les années suivantes ; le constat effectué sur la taille des opérations qui augmente par rapport aux années 2015/2020, auquel s'ajoute l'effet du plus grand nombre d'opérations contribueront à une hausse sensible dans les années à venir.

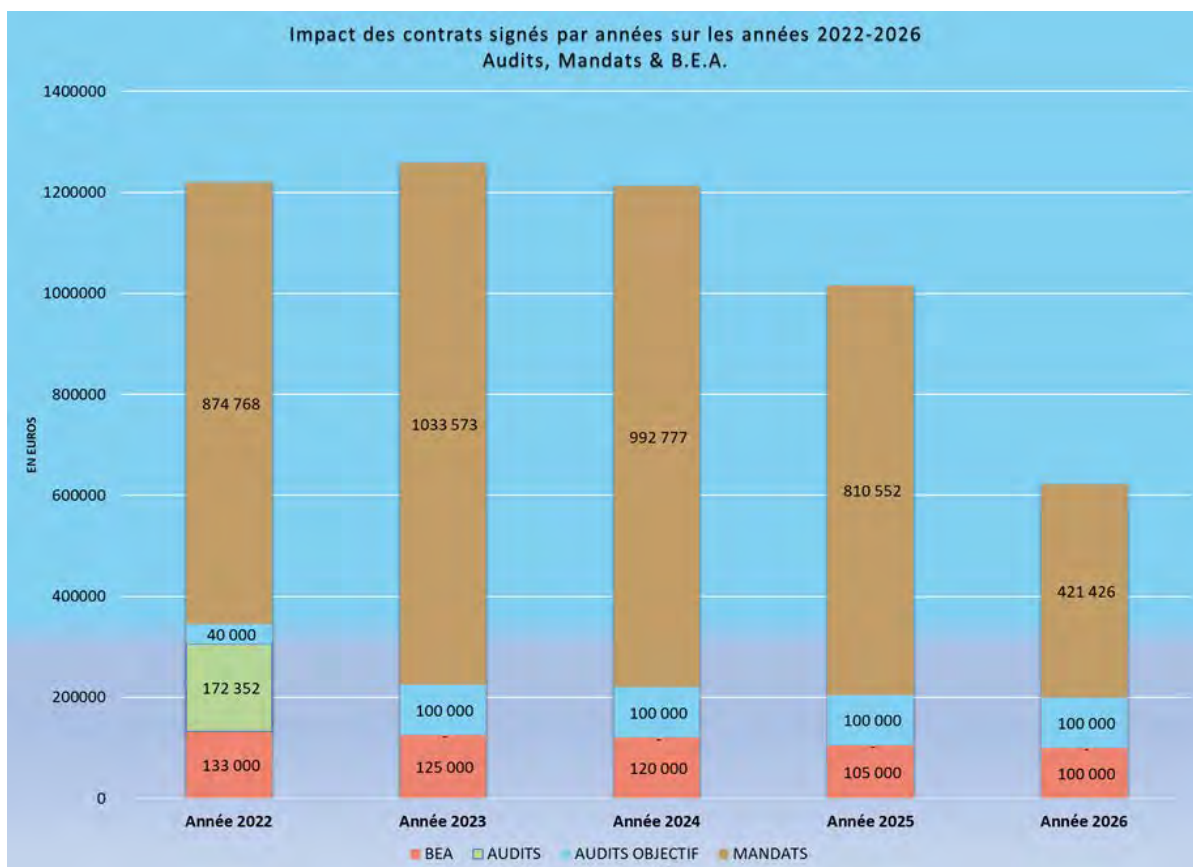
7. Analyse du carnet de commande



L'impact des mandats signés, notifiés et prévisionnels à la date du présent rapport conduit à des recettes significatives pour les années à venir, notamment de 2022 à 2024.

La signature des mandats sur l'année 2021 pour un niveau élevé de 2M€ permet d'assurer un bon niveau d'activité sur les années 2022-2025.

Des commandes supplémentaires en 2022, estimées prévisionnellement à 1,5 M€ dont 0,57 M€ déjà signés, assureront un niveau d'activité qui devrait permettre d'atteindre un résultat proche de l'équilibre, si les projets se déroulent comme prévu.



L'impact des contrats signés, des audits, des mandats et des BEA, à la date du présent rapport, montrent un besoin de commandes moins fort qu'en 2021 pour atteindre un résultat à l'équilibre sur les années 2022 à 2024.

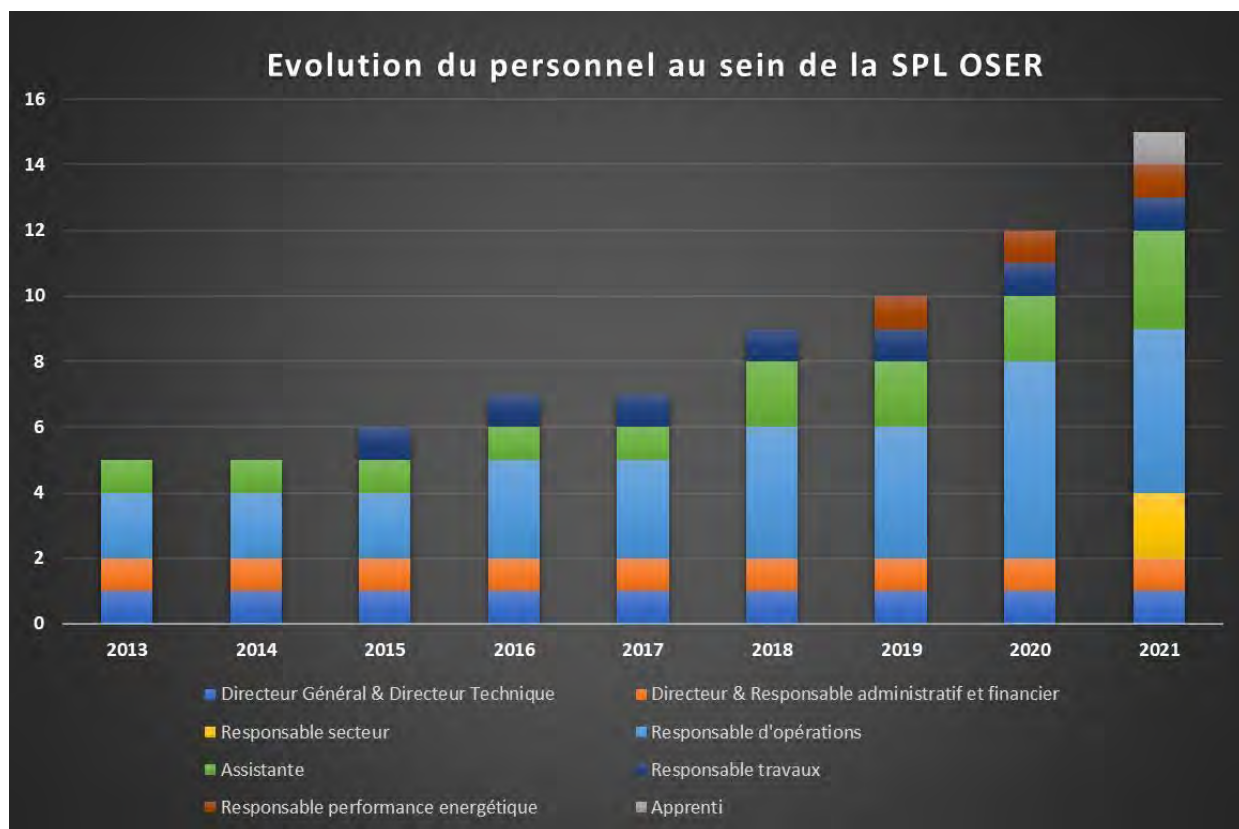
Cette simulation comprend un objectif minimum d'audits à réaliser de l'ordre de 100 K€ par an, de 2023 à 2026, ce qui permettrait également de générer de nouveaux projets et de nouveaux mandats. Une rémunération en B.E.A. qui baisse avec le temps mais qui permet de couvrir des frais de structure.

Le budget 2022 prévoit 1,220 M€ de recettes sur les prestations réalisées par la SPL, visant un objectif positif à 10 k€, compris produits financiers.

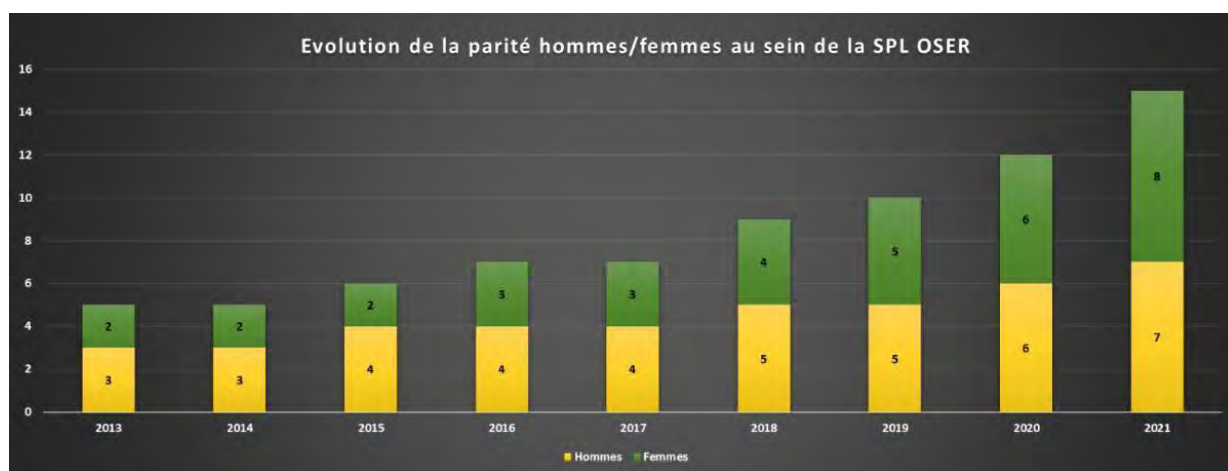
8. Effectif de la société et parité

L'effectif de la société a fortement évolué depuis la création de la SPL OSER (5 personnes en septembre 2013).

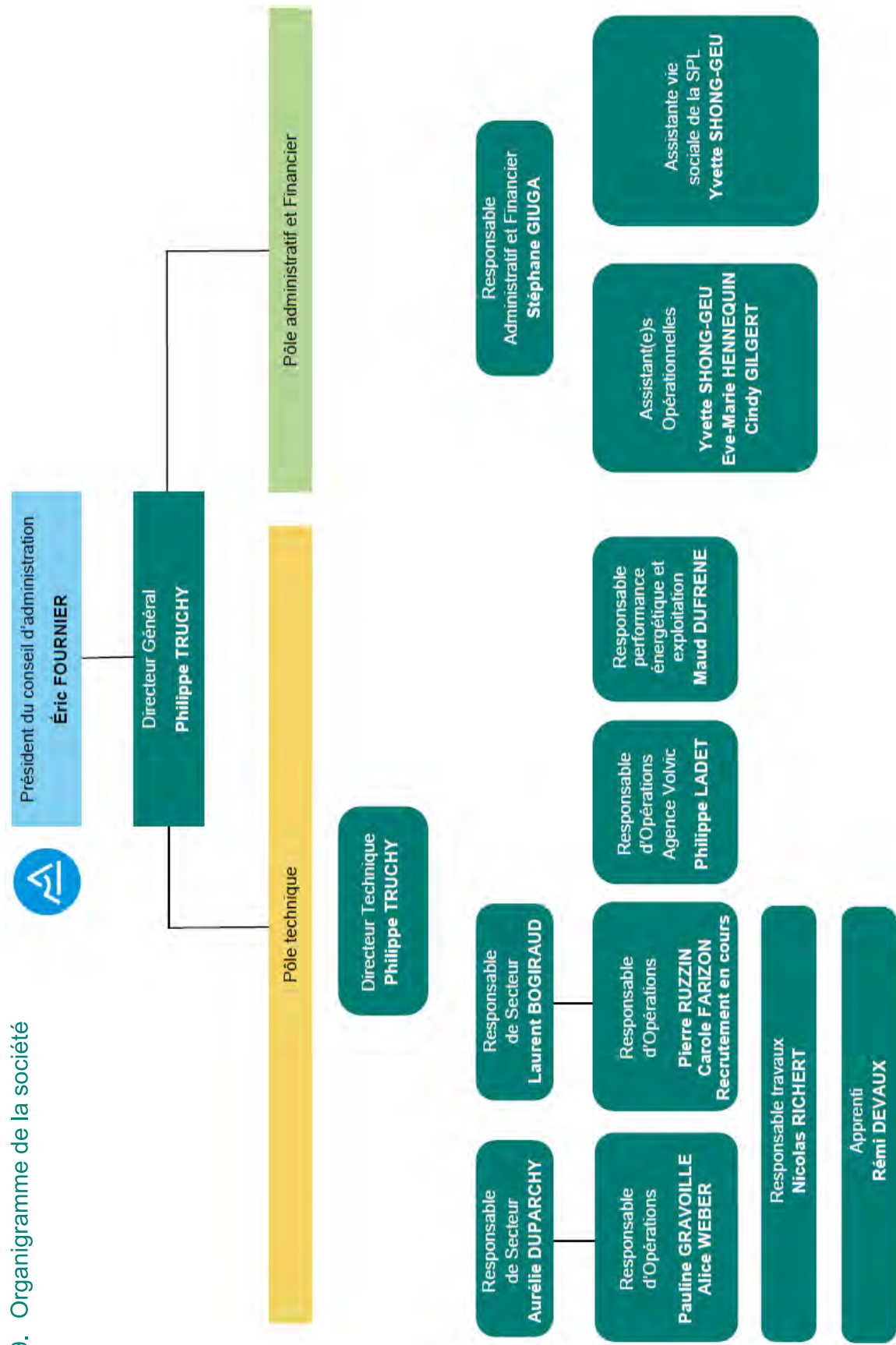
Le premier graphique illustre l'évolution du personnel depuis 2013 (en équivalent temps plein).



Le second graphique illustre la situation vis-à-vis de la parité hommes / femmes.

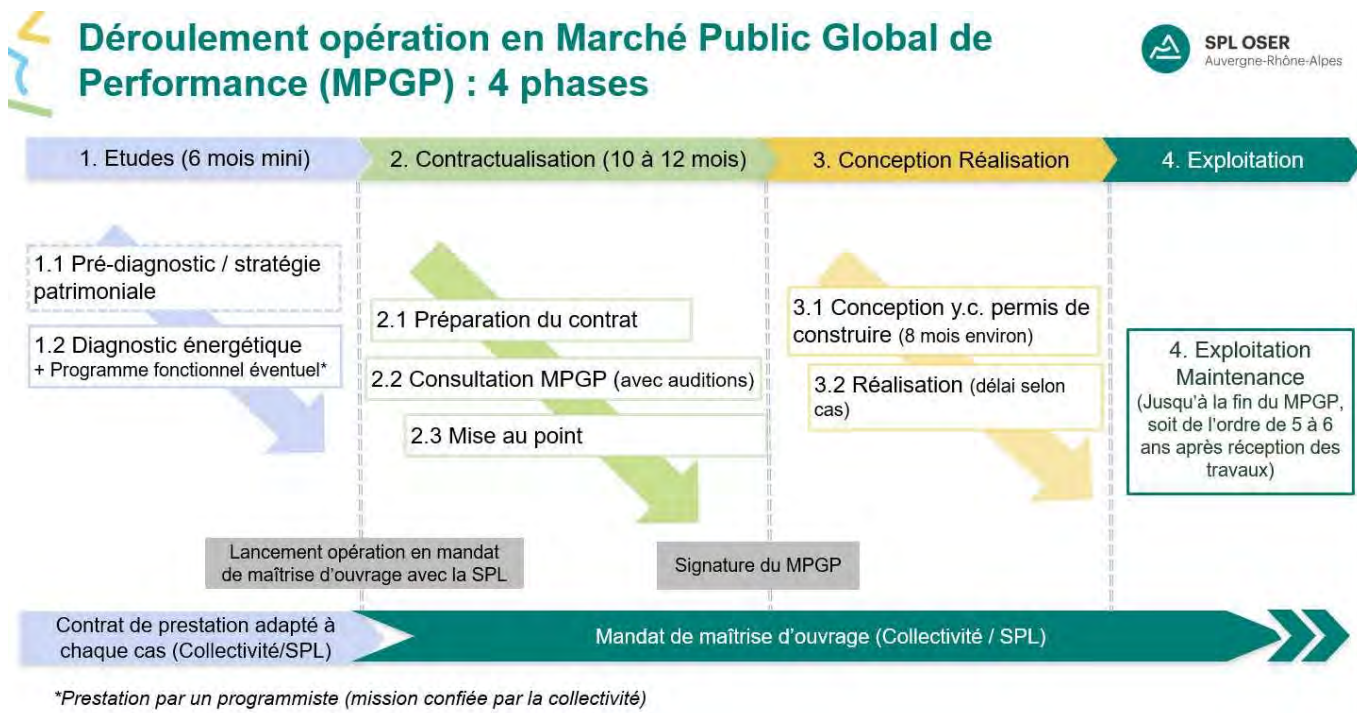


9. Organigramme de la société



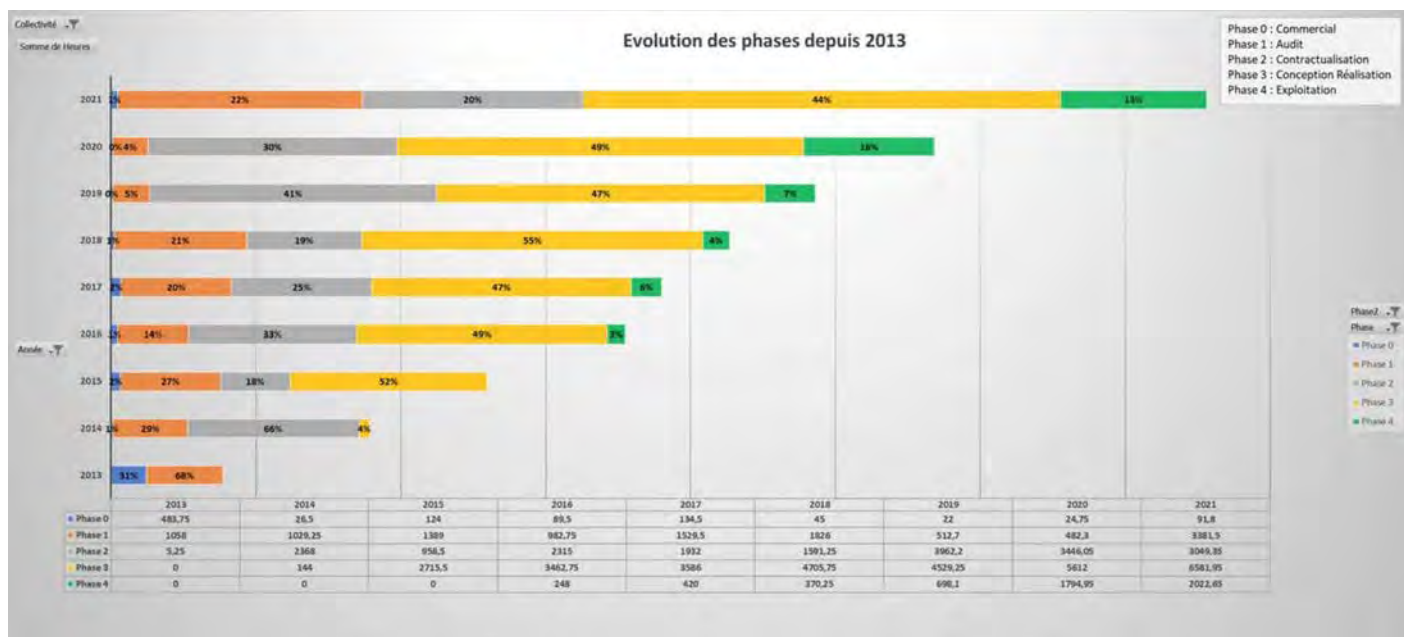
10. Analyse des moyens humains mis en œuvre par la société

La réalisation des opérations de rénovation énergétique via un marché global de performance énergétique passe par plusieurs phases. Elles sont couramment présentées aux services et élus des collectivités via le schéma ci-dessous.



Les moyens mis en œuvre par la société couvrent depuis 2016 les 4 phases : de la phase 1, correspondant aux études et à l'accompagnement des collectivités en amont du lancement des projets, à la phase 4 exploitation maintenance.

La phase 2 Contractualisation a pris une part importante à partir de l'année 2018, tout comme la Phase 4 à partir de l'année 2020. A noter, en 2021, une reprise économique forte en matière d'audits laissant présager une activité croissante en mandat de maîtrise d'ouvrage.



11. Performance énergétique - Résultats

L'exploitation maintenance est une activité à part entière pour la SPL OSER. Elle décharge les collectivités du suivi des actions de réparation et de maintenance des équipements techniques, tout en associant les services.

Les résultats sur la performance énergétique nécessitent un suivi sur plusieurs années et les actions menées par le titulaire du Marché global de performance et la SPL OSER se conjuguent pour parvenir à l'objectif.

Désormais la société dispose de retours d'expériences sur plus de 25 opérations, dont plus d'une dizaine sur plusieurs années d'exploitation.

Pour la plupart des réalisations les résultats sont positifs et paraissent raisonnablement atteignables chaque année. Plusieurs cas nécessitent une vérification sur une deuxième année avant confirmation. La pandémie liée au Covid-19 a perturbé les données quant à la performance, du fait des protocoles de ventilation par ouverture des fenêtres qui conduisent à des surconsommations énergétiques. Dans plusieurs cas, et en fonction des protocoles mis en place, les périodes de vérification ont été neutralisées

La production photovoltaïque donne de bons résultats et démontre tout l'intérêt d'inclure ces installations dans un marché avec engagement de performance ; le titulaire est davantage impliqué au résultat qui est contractuel pour pallier à toute anomalie de fonctionnement. Les installations de production de chaleur au bois donnent globalement de bons résultats. Plusieurs opérations réalisées ont fait appel à la géothermie et des retours d'expériences sont attendus pour 2022/2023.

12. Taille et complexité des projets

Depuis quelques années la SPL OSER est sollicitée sur des projets plus importants. C'est le cas par exemple sur la rénovation / extension du Groupe scolaire Simone Signoret à Saint Priest, ou du Lycée La Fayette à Clermont-Ferrand pour la Région Auvergne Rhône Alpes.

Certains projets comportent une part de complexité importante ; la rénovation énergétique du centre administratif Paul Pillet à Roanne en est un exemple, avec une rénovation en site partiellement occupé, en trois phases, dans un bâtiment qui comporte des façades amiantées. Certains projets cumulent complexité et taille d'opération.

Ces projets génèrent des honoraires plus importants pour la SPL. Le bon déroulement de ces projets, les aléas ou difficultés qui allongent les phases de réalisation ont un impact sur les moyens à mettre en œuvre par la SPL et les résultats en fin d'année. En cas d'aléas, les collectivités sont sollicitées pour qu'une évolution du marché puisse être examinée et actée.

Ce principe reste également de mise sur des projets plus modestes, les résultats de la société étant largement dépendants des aléas et de la durée des opérations.



SPL D'EFFICACITE ENERGETIQUE

1 Esplanade François MITTERRAND
69269 LYON CEDEX 02

Rapport du Commissaire aux Comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2021

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

042-214201873-20221110-10NOVN13-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 16/11/2022

Affichage : 16/11/2022

445 rue Lavoisier - Bâtiment B - Novesparc
38330 Montbonnot Saint-Martin
Tél : 04 56 85 08 15 - Mail : cabinetserapione@gmail.com

Société d'expertise-comptable et de commissariat aux comptes
Inscrite au tableau de l'ordre de la région de Lyon et de la compagnie de Grenoble
SARL au capital de 5 000 € - N° SIRET : 534 606 934 000 22

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2021

Aux associés de la société **SPL D'EFFICACITE ENERGETIQUE**,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société **SPL D'EFFICACITE ENERGETIQUE** relatifs à l'exercice clos le **31 décembre 2021**.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion***Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du **1er janvier 2021** à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Comptabilisation des baux emphytéotiques administratifs (BEA) de rénovation énergétique

La note de l'annexe expose les règles et méthodes comptables relatives à la comptabilisation des baux emphytéotiques administratifs (BEA) de rénovation énergétique.

Dans le cadre de notre appréciation des principes comptables suivis par la société, nous avons examiné les modalités de leur comptabilisation et nous nous sommes assurés que la note de l'annexe fournit une information appropriée ainsi que sur le solde des créances clients.

Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux associés

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du président et dans les autres documents adressés aux associés sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le président.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en

France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Montbonnot St-Martin, le 30 mai 2022

Cabinet SERAPIONE

Commissaire aux comptes

Signé électroniquement le 30/05/2022 par
Nicolas Serapione


CABINET
SERAPIONE

Nicolas SERAPIONE

Associé

BILAN ACTIF

ACTIF		Exercice N 31/12/2021 12			Exercice N-1 31/12/2020 12	Ecart N / N-1	
		Brut	Amortissements et dépréciations (à déduire)	Net	Net	Euros	%
	Capital souscrit non appelé (I)						
ACTIF IMMOBILISÉ	Immobilisations incorporelles						
	Frais d'établissement						
	Frais de développement						
	Concessions, brevets et droits similaires						
	Fonds commercial (1)						
	Autres immobilisations incorporelles	61 061. 50	51 405. 60	9 655. 90	6 603. 78	3 052. 12	46. 22
	Avances et acomptes						
	Immobilisations corporelles						
	Terrains						
	Constructions						
ACTIF CIRCULANT	Installations techniques, matériel et outillage						
	Autres immobilisations corporelles	81 004. 94	64 342. 38	16 662. 56	18 839. 11	2 176. 55-	11. 55-
	Immobilisations en cours				2 243. 97	2 243. 97-	100. 00-
	Avances et acomptes						
	Immobilisations financières (2)						
	Participations mises en équivalence						
	Autres participations						
	Créances rattachées à des participations						
	Autres titres immobilisés						
	Prêts						
Comptes de Régularisation	Autres immobilisations financières	4 296. 24		4 296. 24	1 471. 24	2 825. 00	192. 01
	Total II	146 362. 68	115 747. 98	30 614. 70	29 158. 10	1 456. 60	5. 00
	Stocks et en cours						
	Matières premières, approvisionnements						
	En-cours de production de biens						
	En-cours de production de services						
	Produits intermédiaires et finis						
	Marchandises						
	Avances et acomptes versés sur commandes						
	Créances (3)						
Comptes de Régularisation	Clients et comptes rattachés	43 817 983. 42		43 817 983. 42	44 983 615. 11	1 165 631. 69-	2. 59-
	Autres créances	43 613 732. 02		43 613 732. 02	22 455 976. 99	21 157 755. 03	94. 22
	Capital souscrit - appelé, non versé						
	Valeurs mobilières de placement						
	Disponibilités	12 786 136. 32		12 786 136. 32	12 586 786. 23	199 350. 09	1. 58
	Charges constatées d'avance (3)	24 705. 22		24 705. 22	18 905. 84	5 799. 38	30. 68
	Total III	100 242 556. 98		100 242 556. 98	80 045 284. 17	20 197 272. 81	25. 23
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV)						
	Primes de remboursement des obligations (V)						
	Ecart de conversion actif (VI)						
	TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V+VI)	100 388 919. 66	115 747. 98	100 273 171. 68	80 074 442. 27	20 198 729. 41	25. 22

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

042-214201873-20221110-10NOVN13-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 16/11/2022
Dossier N° 200040 en Euros
Affichage : 16/11/2022

Ecté le 23/03/2022 à 15:35

Mission de présentation - Voir le rapport d'Expert Comptable

Cabinet E-VECA

(1) Dont droit au bail

(2) Dont à moins d'un an

(3) Dont à plus d'un an

0. 24

40 420 300. 00

BILAN PASSIF

PASSIF		Exercice N	Exercice N-1	Ecart N / N-1	
		31/12/2021 12	31/12/2020 12	Euros	%
CAPITAUX PROPRES	Capital (Dont versé : 10 999 050 Primes d'émission, de fusion, d'apport Ecart de réévaluation	10 999 050.00	10 801 050.00	198 000.00	1.83
	Réserves				
	Réserve légale	30 887.36	30 887.36		
	Réserves statutaires ou contractuelles				
	Réserves réglementées	505 072.76	536 288.99	31 216.23-	5.82-
	Autres réserves				
	Report à nouveau				
	Résultat de l'exercice (Bénéfice ou perte)	82 179.48-	31 216.23-	50 963.25-	163.26-
AUTRES FONDS PROPRES	Subventions d'investissement				
	Provisions réglementées				
	Total I	11 452 830.64	11 337 010.12	115 820.52	1.02
	Produit des émissions de titres participatifs				
	Avances conditionnées				
	Total II				
PROVISIONS	Provisions pour risques				
	Provisions pour charges				
	Total III				
DETTES (1)	Dettes financières				
	Emprunts obligataires convertibles				
	Autres emprunts obligataires				
	Emprunts auprès d'établissements de crédit	30 093 647.57	31 763 014.85	1 669 367.28-	5.26-
	Concours bancaires courants	150.00	150.00		
	Emprunts et dettes financières diverses				
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours				
	Dettes d'exploitation				
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	4 615 529.95	3 915 475.32	700 054.63	17.88
	Dettes fiscales et sociales	7 402 709.68	7 587 355.72	184 646.04-	2.43-
Comptes de Régularisation	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Autres dettes	46 566 760.17	25 120 663.21	21 446 096.96	85.37
Comptes de Régularisation	Produits constatés d'avance (1)	141 543.67	350 773.05	209 229.38-	59.65-
	Total IV	88 820 341.04	68 737 432.15	20 082 908.89	29.22
	Ecart de conversion passif (V)				
Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur	TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V)	100 273 171.68	80 074 442.27	20 198 729.41	25.22

042-214201873-20221110-10NOVN13-DE

(1) Dettes et produits constatés d'avance à moins d'un an

60 429 597.00 38 643 785.30

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 16/11/2022
Dossier N° 200040 en Euros
Affichage : 16/11/2022

Edité le 23/03/2022 à 15:35

Mission de présentation - Voir le rapport d'Expert Comptable

Cabinet E-VECA

COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N 31/12/2021 12			Exercice N-1	Ecart N / N-1 *	
	France	Exportation	Total	31/12/2020 12	Euros	%
Produits d'exploitation (1)						
Ventes de marchandises						
Production vendue de biens	618 544. 26		618 544. 26	628 319. 34	9 775. 08-	1. 56-
Production vendue de services	1 446 378. 74		1 446 378. 74	2 930 120. 88	1 483 742. 14-	50. 64-
Chiffre d'affaires NET	2 064 923. 00		2 064 923. 00	3 558 440. 22	1 493 517. 22-	41. 97-
Production stockée						
Production immobilisée						
Subventions d'exploitation			2 666. 64		2 666. 64	
Reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements), transferts de charges			839. 94	521. 05	318. 89	61. 20
Autres produits			402 493. 90	910 788. 17	508 294. 27-	55. 81-
Total des Produits d'exploitation (I)			2 470 923. 48	4 469 749. 44	1 998 825. 96-	44. 72-
Charges d'exploitation (2)						
Achats de marchandises						
Variation de stock (marchandises)						
Achats de matières premières et autres approvisionnements						
Variation de stock (matières premières et autres approvisionnements)						
Autres achats et charges externes *			1 257 471. 45	2 945 173. 50	1 687 702. 05-	57. 30-
Impôts, taxes et versements assimilés			13 068. 52	13 631. 09	562. 57-	4. 13-
Salaires et traitements			652 328. 37	533 847. 97	118 480. 40	22. 19
Charges sociales			275 131. 70	228 962. 78	46 168. 92	20. 16
Dotations aux amortissements et dépréciations						
Sur immobilisations : dotations aux amortissements			17 096. 58	20 846. 33	3 749. 75-	17. 99-
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations						
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations						
Dotations aux provisions						
Autres charges			385 407. 35	911 277. 04	525 869. 69-	57. 71-
Total des Charges d'exploitation (II)			2 600 503. 97	4 653 738. 71	2 053 234. 74-	44. 12-
1 - Résultat d'exploitation (I-II)			129 580. 49-	183 989. 27-	54 408. 78	29. 57
Quotes-parts de Résultat sur opération faites en commun						
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)						
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)						

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

Proratisation de l'écart en fonction du nombre de mois
042-214201873-20221110-10NOVN13-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 16/11/2022
Dossier N° 200040 en Euros
Affichage : 16/11/2022

Edité le 23/03/2022 à 15:35

(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs

(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs

Mission de présentation - Voir le rapport d'Expert Comptable

Cabinet E-VECA

COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N	Exercice N-1	Ecart N / N-1	
	31/12/2021	12	31/12/2020	12
			Euros	%
Produits financiers				
Produits financiers de participations (3)				
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (3)				
Autres intérêts et produits assimilés (3)	47 861. 52	47 097. 16	764. 36	1. 62
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges	444 004. 69	473 910. 59	29 905. 90-	6. 31-
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total V	491 866. 21	521 007. 75	29 141. 54-	5. 59-
Charges financières				
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions				
Intérêts et charges assimilées (4)	444 165. 20	468 977. 22	24 812. 02-	5. 29-
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total VI	444 165. 20	468 977. 22	24 812. 02-	5. 29-
2. Résultat financier (V-VI)	47 701. 01	52 030. 53	4 329. 52-	8. 32-
3. Résultat courant avant impôts (I-II+III-IV+V-VI)	81 879. 48-	131 958. 74-	50 079. 26	37. 95
Produits exceptionnels				
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		208 413. 98	208 413. 98-	100. 00-
Produits exceptionnels sur opérations en capital	360. 00		360. 00	
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges				
Total VII	360. 00	208 413. 98	208 053. 98-	99. 83-
Charges exceptionnelles				
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	300. 00	107 671. 47	107 371. 47-	99. 72-
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	360. 00		360. 00	
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions				
Total VIII	660. 00	107 671. 47	107 011. 47-	99. 39-
4. Résultat exceptionnel (VII-VIII)	300. 00-	100 742. 51	101 042. 51-	100. 30-
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise (IX)				
Impôts sur les bénéfices (X)				
Total des produits (I+III+V+VII)	2 963 149. 69	5 199 171. 17	2 236 021. 48-	43. 01-
Total des charges (II+IV+VI+VIII+IX+X)	3 045 329. 17	5 230 387. 40	2 185 058. 23-	41. 78-
5. Bénéfice ou perte (total des produits - total des charges)	82 179. 48-	31 216. 23-	50 963. 25-	163. 26-

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
042-214201873-20221110-10NOVN13-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 16/11/2022
Dossier N° 200040 en Euros
Affichage : 16/11/2022

Edité le 23/03/2022 à 15:35

* Y compris : Redevance de crédit bail mobilier

: Redevance de crédit bail immobilier

(3) Dont produits concernant les entreprises liées

(4) Dont intérêts concernant les entreprises liées

Mission de présentation - Voir le rapport d'Expert Comptable

Cabinet E-VECA

ANNEXE

Exercice du 01/01/2021 au 31/12/2021

La Société Publique Locale d'Efficacité Energétique a été créée le 1er Janvier 2013.

Son objet est, sur le territoire de la région Rhône-Alpes, d'accompagner ses actionnaires dans la mise en oeuvre de leur stratégie de de leurs projets de rénovation énergétique, sur leur propre patrimoine ou dans le cadre d'une politique dédié.

Son siège social est fixée dans les locaux de la Région Rhône-Alpes, 1 esplanade François Mitterrand, CS20033, 69269 LYON cedex 02.

Sa durée est fixée à 99 ans.

Les Annexes au bilan avant répartition de l'exercice, dont le total est de 100 273 171.68 Euros et au compte de résultat de l'exercice présenté sous forme de liste, dont le chiffre d'affaires est de 2 064 923.00 Euros et dégageant un déficit de 82 179.48- Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, couvrant la période du 01/01/2021 au 31/12/2021.

Les notes et les tableaux présentés ci-après, font partie intégrante des comptes annuels.

FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

Conséquences de l'événement Covid-19 : IMPACT NON SIGNIFICATIF

L'événement Covid-19 n'a pas eu d'impact significatif sur le patrimoine, la situation financière et les résultats de l'entreprise. Etant toujours en cours à la date d'établissement des comptes annuels, l'entreprise est en incapacité d'en évaluer les conséquences précises sur les exercices à venir.

Information relative aux traitements comptables induits par l'épidémie de Coronavirus ***Points d'attention***

Sur l'exercice, la société a pu bénéficier de la prise en charge d'une partie des frais de personnel par le biais de l'activité partielle pour un montant total de 1k€.

EVENEMENTS SIGNIFICATIFS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Information relative aux traitements comptables induits par l'épidémie de Coronavirus

Conformément aux dispositions de l'article L 833-2 du Plan Comptable Général, les comptes annuels de l'entité au 31/12/2021 ont été arrêtés sans aucun ajustement lié à l'épidémie du Coronavirus.

les éléments suivants reflètent uniquement les conditions qui existaient à la date de clôture, sans tenir compte de l'évolution ultérieure de la situation :

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

042-214201873-20221110-10NOVN13-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 16/11/2022
Dossier N° 200040 en Euros
Affichage : 16/11/2022

Edité le 23/03/2022 à 15:35

Mission de présentation - Voir le rapport d'Expert Comptable

Cabinet E-VECA

ANNEXE

Exercice du 01/01/2021 au 31/12/2021

- la valeur comptable des actifs et des passifs
- la dépréciation des créances clients
- la dépréciation des immobilisations corporelles et incorporelles
- la dépréciation des stocks
- les impôts différés actifs
- le chiffre d'affaires
- les « covenants » bancaires

- REGLES ET METHODES COMPTABLES -

(PCG Art. 831-1/1)

Principes et conventions générales

Les comptes de l'exercice clos ont été élaborés et présentés conformément aux règles comptables dans le respect des principes prévus par les articles 121-1 à 121-5 et suivants du Plan Comptable Général.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les conventions comptables ont été appliquées en conformité avec les dispositions du code de commerce, du décret comptable du 29/11/83 ainsi que du règlement ANC 2014-03 et des règlements ANC 2018-07 relatifs à la réécriture du plan comptable général applicable à la clôture de l'exercice.

Permanence des méthodes

Les méthodes d'évaluation retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

- COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU BILAN -

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

042-214201873-20221110-10NOVN13-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 16/11/2022
Dossier N° 200040 en Euros
Affichage : 16/11/2022

Edité le 23/03/2022 à 15:35

Mission de présentation - Voir le rapport d'Expert Comptable

Cabinet E-VECA

ANNEXE

Exercice du 01/01/2021 au 31/12/2021

Etat des immobilisations

	Valeur brute début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluations	Acquisitions
Autres postes d'immobilisations incorporelles	5 1 7 8 2		9 2 8 0
Matériel de bureau et informatique, Mobilier	6 6 8 2 1		8 6 9 2
Emballages récupérables et divers	5 4 9 2		
TOTAL	7 2 3 1 3		8 6 9 2
Prêts, autres immobilisations financières	1 4 7 1		3 1 8 5
TOTAL	1 4 7 1		3 1 8 5
TOTAL GENERAL	1 2 5 5 6 6		2 1 1 5 7

	Diminutions		Valeur brute en fin d'exercice	Réévaluation Valeur d'origine fin exercice
	Poste à Poste	Cessions		
Autres immobilisations incorporelles			6 1 0 6 2	6 1 0 6 2
Matériel de bureau et informatique, Mobilier			7 5 5 1 3	7 5 5 1 3
Emballages récupérables et divers			5 4 9 2	5 4 9 2
TOTAL			8 1 0 0 5	8 1 0 0 5
Prêts, autres immobilisations financières		3 6 0	4 2 9 6	4 2 9 6
TOTAL		3 6 0	4 2 9 6	4 2 9 6
TOTAL GENERAL		3 6 0	1 4 6 3 6 3	1 4 6 3 6 3

Etat des amortissements

Situations et mouvements de l'exercice	Montant début d'exercice	Dotations de l'exercice	Diminutions Reprises	Montant fin d'exercice
Autres immobilisations incorporelles	4 5 1 7 8	6 2 2 8		5 1 4 0 6
Matériel de bureau et informatique, Mobilier	4 9 3 9 0	1 0 5 5 2		5 9 9 4 1
Emballages récupérables et divers	4 0 8 4	3 1 7		4 4 0 1
TOTAL	5 3 4 7 4	1 0 8 6 9		6 4 3 4 2
TOTAL GENERAL	9 8 6 5 1	1 7 0 9 7		1 1 5 7 4 8

Ventilation des dotations de l'exercice	Amortissements linéaires	Amortissements dégressifs	Amortissements exceptionnels	Amortissements dérogatoires	
				Dotations	Reprises
Autres immob.incorporelles	6 2 2 8				
Matériel de bureau informatique mobilier	2 5 3 8	8 0 1 4			
Emballages récupérables et divers		3 1 7			
TOTAL	2 5 3 8	8 3 3 1			
TOTAL GENERAL	8 7 6 6	8 3 3 1			

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

042-214201873-20221110-10NOVN13-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 16/11/2022
Dossier N° 200040 en Euros
Affichage : 16/11/2022

Edité le 23/03/2022 à 15:35

Mission de présentation - Voir le rapport d'Expert Comptable

Cabinet E-VECA

ANNEXE

Exercice du 01/01/2021 au 31/12/2021

Etat des échéances des créances et des dettes

Etat des créances	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
Autres immobilisations financières	4 296	0	4 296
Autres créances clients	43 817 983	3 397 683	40 420 300
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	796	796	
Impôts sur les bénéfices	19 181	19 181	
Taxe sur la valeur ajoutée	349 301	349 301	
Divers état et autres collectivités publiques	540	540	
Débiteurs divers	43 243 915	43 243 915	
Charges constatées d'avance	24 705	24 705	
TOTAL	87 460 717	47 036 121	40 424 596

Etat des dettes	Montant brut	A 1 an au plus	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Emprunts et dettes ets crédit à 1 an maximum à l'origine	104	104		
Emprunts et dettes ets crédit à plus de 1 an à l'origine	30 093 694	1 702 950	7 113 283	21 277 461
Fournisseurs et comptes rattachés	4 615 530	4 615 530		
Personnel et comptes rattachés	54 905	54 905		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	62 252	62 252		
Taxe sur la valeur ajoutée	7 281 449	7 281 449		
Autres impôts taxes et assimilés	4 104	4 104		
Autres dettes	46 566 760	46 566 760		
Produits constatés d'avance	141 544	141 544		
TOTAL	88 820 341	60 429 597	7 113 283	21 277 461
Emprunts remboursés en cours d'exercice	1 669 367			

Composition du capital social

(PCG Art. 831-3 et 832-13)

Différentes catégories de titres	Valeurs nominales en euros	Nombre de titres			
		Au début	Créés	Remboursés	En fin
Actions	10.0000	1 080 105	19 800		1 099 905

Autres immobilisations incorporelles

(Code du Commerce Art. R 123-186)

Les brevets, concessions et autres valeurs incorporelles immobilisées ont été évalués à leur coût d'acquisition, mais à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

	Valeurs	Taux d'amortissement
Logiciel	53 397	33.33
Logiciel avant 2017	2 290	100.00
Site internet	5 375	33.33

Les logiciels étaient amortis en linéaire sur 12 mois jusqu'au 31.12.2016
Depuis le 01.01.2017, les logiciels sont amortis en linéaire sur 3 ans.
Le site internet acquis en 2014, était également amortis en linéaire sur 3 ans.

Evaluation des immobilisations corporelles

La valeur brute des éléments corporels de l'actif immobilisé correspond à la valeur d'entrée des biens dans le patrimoine compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, mais à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

042-214201873-20221110-10NOVN13-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 16/11/2022
Dossier N° 200040 en Euros
Affichage : 16/11/2022

Edité le 23/03/2022 à 15:35

Mission de présentation - Voir le rapport d'Expert Comptable

Cabinet E-VECA

ANNEXE

Exercice du 01/01/2021 au 31/12/2021

Evaluation des amortissements

Les méthodes et les durées d'amortissement retenues ont été les suivantes :

Catégorie	Mode	Durée
Agencements et aménagements	Dégressif	4 à 10 ans
Matériel de bureau	Dégressif	3 ans
Mobilier	Linéaire	6 ans

Evaluation des produits et en cours

(PCG Art. 831-2)

Les produits et en cours de production ont été évalués à leur coût de production. Les charges indirectes de fabrication ont été prises en compte sur la base des capacités normales de production de l'entreprise, à l'exclusion de tous coûts de sous activité et de stockage.

La société appréhende ses produits selon la méthode à l'avancement.

Evaluation des créances et des dettes

Les créances et dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances et les dettes des mandats apparaissent à l'actif et au passif du bilan.

Le solde vis-à-vis des Collectivités Mandantes figure au passif dans la rubrique "autres dettes" pour 3.262.338,18 €.

Dépréciation des créances

(PCG Art.831-2/3)

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Disponibilités en Euros

Les liquidités disponibles en caisse ou en banque ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

042-214201873-20221110-10NOVN13-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 16/11/2022
Dossier N° 200040 en Euros
Affichage : 16/11/2022

Edité le 23/03/2022 à 15:35

Mission de présentation - Voir le rapport d'Expert Comptable

Cabinet E-VECA

ANNEXE

Exercice du 01/01/2021 au 31/12/2021

Produits à recevoir

Montant des produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant
Créances clients et comptes rattachés	42 558 286
Autres créances	1 336
Disponibilités	115 321
Total	42 674 943

Charges à payer

Montant des charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Montant
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	150
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	2 367 012
Dettes fiscales et sociales	82 585
Total	2 449 747

Charges et produits constatés d'avance

Charges constatées d'avance	Montant
Charges d'exploitation	24 705
Total	24 705
Produits constatés d'avance	Montant
Produits d'exploitation	141 544
Total	141 544

Le solde des subventions reçues de l'ADEME s'élèvent à 79.431 € au 31 décembre 2020. Ces sommes ont été intégralement reversées aux Collectivités au cours de l'exercice 2021.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

042-214201873-20221110-10NOVN13-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 16/11/2022
Dossier N° 200040 en Euros
Affichage : 16/11/2022

Edité le 23/03/2022 à 15:35

Mission de présentation - Voir le rapport d'Expert Comptable

Cabinet E-VECA

ANNEXE

Exercice du 01/01/2021 au 31/12/2021

Éléments relevant de plusieurs postes au bilan

(Code du Commerce Art. R 123-181)

Comptabilisation des baux emphytéotiques administratifs (BEA) de rénovation énergétique

La société a comptabilisé les BEA qu'elle a signé en 2014, 2015, 2016 et 2017 suivant le modèle dit de la "créance financière" car le contrôle qu'exerce l'autorité publique sur l'investissement que la SPL réalise n'autorise pas cette dernière à inscrire cet actif à son bilan.

Comptabilisation de 3 contrats de SWAP de taux d'intérêts

La société a souscrit 3 contrats de swap de taux d'intérêts afin de faire correspondre les contrats de prêts à taux variables aux loyers fixes prévus dans les baux emphytéotiques administratifs.

Cession Dailly sur les opérations

La société a consenti, en garantie des emprunts de long terme et au profit des prêteurs, sur toutes les opérations, une cession Dailly de la part des loyers correspondant aux remboursements et aux intérêts desdits emprunts.

- COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU COMPTE DE RESULTAT -

Ventilation du chiffre d'affaires net

(PCG Art. 831-2/14)

Répartition par secteur d'activité	Montant
Prestations de Services	8 4 6 1 2 5
Prestations liées aux baux emphytéotiques (BEA)	6 4 5 4 8 9
Redevances facturées aux Collectivités dans le cadre des BEA	6 1 8 5 4 4
Refacturations diverses	4 5 2 3 5 -
Total	2 0 6 4 9 2 3

Répartition par secteur géographique	Montant
Région Auvergne-Rhône-Alpes	2 0 6 4 9 2 3
Total	2 0 6 4 9 2 3

Effectif moyen

(PCG Art. 831-3)

	Personnel salarié
Cadres	1 1
Employés	2
Total	1 3

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

042-214201873-20221110-10NOVN13-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 16/11/2022
Dossier N° 200040 en Euros
Affichage : 16/11/2022

Édité le 23/03/2022 à 15:35

Mission de présentation - Voir le rapport d'Expert Comptable

Cabinet E-VECA

ANNEXE

Exercice du 01/01/2021 au 31/12/2021

Honoraires des commissaires aux comptes

Le montant total des honoraires des commissaires aux comptes figurant au compte de résultat de l'exercice est de 8 608,60 euros, décomposés de la manière suivante :

- honoraires facturés au titre du contrôle légal des comptes : 8 608,60 €
- honoraires facturés au titre des conseils et prestations de services entrant dans les diligences directement liées à la mission de contrôle légal des comptes, telles qu'elles sont définies par les normes d'exercice professionnel mentionnées au II de l'article L. 822-11 : 0 €

- ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS -

Engagement en matière de pensions et retraites

(PCG Art. 832-13)

La société n'a signé aucun accord particulier en matière d'engagements de retraite.

Aucune provision pour charge n'a été comptabilisée au titre de cet exercice.

- INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES -

Produits et charges exceptionnels

(PCG Art. 831-2/13)

Nature	Montant	imputé au compte
Produits exceptionnels		
- Produit Cession Elements Actifs	3 6 0	7 7 5 6 0 0 0 0
Total	3 6 0	
Charges exceptionnelles		
- Charges Exceptionnelles	3 0 0	6 7 1 0 0 0 0 0
- VNC des elements d'actif cédés	3 6 0	6 7 5 6 0 0 0 0
Total	6 6 0	

Transferts de charges

(PCG Art. 831-2/13)

Nature	Montant
Produits activité partielle	1 7 5
Remboursements URSSAF	6 6 5
Total	8 4 0

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

042-214201873-20221110-10NOVN13-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 16/11/2022
Dossier N° 200040 en Euros
Affichage : 16/11/2022

Edité le 23/03/2022 à 15:35

Mission de présentation - Voir le rapport d'Expert Comptable

Cabinet E-VECA

ANNEXE

Exercice du 01/01/2021 au 31/12/2021

Le 31/03/2021
TRUCHY PHILIPPE DIRECTEUR GENERAL

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

042-214201873-20221110-10NOVN13-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 16/11/2022
Dossier N° 200040 en Euros
Affichage : 16/11/2022

Edité le 23/03/2022 à 15:35

Mission de présentation - Voir le rapport d'Expert Comptable

Cabinet E-VECA

Tableau	Acquies de reception - Ministère de l'Intérieur	Capital	Nbre de	Nbre de	Nbre de	- par
14201873-2022110-10	Capital	Nbre de	Nbre de	Nbre de	Nbre de	- par
Acquies certifié exécutoire	Capital	Nbre de	Nbre de	Nbre de	Nbre de	- par

Réception par le préfet : 16/11/2022
Affichage : 16/11/2022

Dossier N° 200040 en Euros . Edité le 23/03/2022 à 15:35



SPL D'EFFICACITE ENERGETIQUE

1 Esplanade François MITTERRAND
69269 LYON CEDEX 02

Rapport spécial du Commissaire aux Comptes sur les conventions réglementées

Exercice clos le 31 décembre 2021

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

042-214201873-20221110-10NOVN13-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 16/11/2022

Affichage : 16/11/2022

445 rue Lavoisier - Bâtiment B - Novesparc
38330 Montbonnot Saint-Martin
Tél : 04 56 85 08 15 - Mail : cabinetserapione@gmail.com

Société d'expertise-comptable et de commissariat aux comptes
Inscrite au tableau de l'ordre de la région de Lyon et de la compagnie de Grenoble
SARL au capital de 5 000 € - N° SIRET : 534 606 934 000 22

**RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES
CONVENTIONS REGLEMENTEES**

Exercice clos le 31 décembre 2021

Aux associés,

En ma qualité de commissaire aux comptes de votre société, je vous présente mon rapport sur les conventions réglementées.

Il m'appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui m'ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont j'ai été avisées ou que j'aurai découvertes à l'occasion de ma mission, sans avoir à me prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R.225-31 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

J'ai mis en œuvre les diligences que j'ai estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui m'ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

Conventions soumises à l'approbation de l'assemblée générale

Je vous informe qu'il ne m'a été donné avis d'aucune convention autorisée au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'assemblée générale, en application des dispositions de l'article L.225-38 du Code de commerce.

Fait à Montbonnot St-Martin, le 30 mai 2022

Cabinet SERAPIONE

Commissaire aux comptes

Signé électroniquement le 30/05/2022 par
Nicolas Serapione


CABINET
SERAPIONE

Nicolas SERAPIONE

Associé



SPL OSER

Auvergne-Rhône-Alpes

Société Publique Locale d'Efficacité Energétique

Ville de Lyon

Rapport du mandataire sur les comptes clos
au 31/12/2021

LYCEE
CAMILLE
CLAUDEL

Ordre du jour



SPL OSER
Auvergne-Rhône-Alpes

Préambule :

La SPL OSER est mandataire de la Ville de LYON depuis octobre 2021

La SPL OSER conduit au nom et pour le compte de la Ville de LYON une opération de rénovation énergétique qui porte sur trois sites : le groupe scolaire DIDEROT, le groupe scolaire GEMEAUX, l'ensemble DOLET BOILEAU (écoles maternelle et élémentaire, crèche, bureaux)

L'opération de rénovation énergétique est prévue via un marché global de performance énergétique dont la notification est prévue au cours du dernier trimestre 2022.

Ordre du jour



SPL OSER
Auvergne-Rhône-Alpes

1. Arrêté des comptes au 31/12/2021

Arrêté des comptes au 31/12/2021



SPL OSER
Auvergne-Rhône-Alpes

	Réalisé 2020	Réalisé 2021 1+2 T 2021	Réalisé 2021 3 T 2021	Réalisé 2021 4 T 2021	Cumul réel 2021	Budget 2021 présenté en avril 2021
PRODUITS D'EXPLOITATION						
Etudes	39	90	83	57	230	120
<i>Dont sous traitance</i>	-	-	-	-	-	-
Honoraires Contractualisation, Conception, Construction	553	252	133	231	616	804
<i>Valeur construction cédée (BEA)</i>	2 358	402	595	16	1 012	700
<i>Exploitation-Maintenance (BEA)</i>	447	225	109	143	476	400
Honoraires SPL phase Exploitation (BEA + mandat)	143	62	45	37	145	159
<i>Autres produits</i>	19	1	-13	3	-9	-
TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION	3 559	1 033	952	486	2 471	2 183
Dont Produits Propres	754	406	248	327	982	1 083
CHARGES D'EXPLOITATION						
Sous-traitance - Prestations ponctuelles (SPL)	2	-	-	-	-	2
<i>Sous-traitance - Projet (BEA)</i>	2 372	387	584	23	993	700
Sous-traitance - Etudes	-	-	-	-	-	-
<i>Sous-traitance - Maintenance (BEA)</i>	429	222	106	135	463	400
Achats et fournitures consommées	10	7	3	2	12	10
Locations immobilières	32	14	9	9	33	38
Locations mobilière	12	6	2	2	10	10
Entretien et Maintenance (Matériel SPL)	22	11	6	7	24	23
Assurances	17	14	5	6	26	18
Documentation	1	0	0	-0	0	0
Honoraires (comptabilité, CAC, vie sociale)	17	17	8	6	30	23
Annonces et insertions	1	2	0	1	3	1
Formations	1	0	1	-	1	2
Telecommunication	7	6	3	3	13	7
Communication	2	-	-	-	-	7
Cotisations et frais divers	11	2	6	3	11	11
Frais de déplacement	10	6	6	9	20	11
Impôt et taxes	14	8	5	0	13	14
Charges de personnel (salaires et charges)	763	496	209	222	927	992
Dotations aux amortissements des immobilisations	21	8	4	5	17	13
<i>Autres charges</i>	-	-	0	3	3	-
TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION	3 743	1 207	957	435	2 599	2 283
Dont Charges Propres	942	598	268	277	1 143	1 183
Résultat d'exploitation	-184	-174	-6	51	-129	-100

Arrêté des comptes au 31/12/2021



SPL OSER
Auvergne-Rhône-Alpes

	Réalisé 2020	Réalisé 2021 1+2 T 2021	Réalisé 2021 3 T 2021	Réalisé 2021 4 T 2021	Cumul réel 2021	Budget 2021 présenté en avril 2021
Produits financiers (trésorerie)	47	25	11	12	49	47
Produits financiers (projets)	474	225	110	109	444	500
Charges financières	469	225	110	109	444	500
Résultat financier	52	25	11	12	48	47
Produits exceptionnels	208	-	-	0	0	-
Charges exceptionnelles	108	2	0	0	2	-
Résultat exceptionnel	101	-2	-0	-	-2	-
RESULTAT SOCIETE (avant IS et participation)	-31	-151	5	63	-82	-52
Impôts sur les sociétés	-	-	-	-	-	-
RESULTAT NET	-31	-151	5	63	-82	-52
TOTAL PRODUITS	4 288	1 283	1 073	608	2 964	2 730
TOTAL CHARGES	4 320	1 434	1 068	544	3 046	2 783

Arrêté des comptes au 31/12/2021



SPL OSER
Auvergne-Rhône-Alpes

CA (K€ HT) par Actionnaires							CA (K€ HT) par Actionnaires						
Actionnaires	2020						Actionnaires	2021					
	Etudes	Contractua -lisation	Conception Réalisation	Exploitation	Total honoraires	%		Etudes	Contractua -lisation	Conception Réalisation	Exploitation	Total honoraires	%
Région Auvergne-Rhône-Alpe	7	67	72	51	196	26,15%	Région Auvergne-Rhône-Alpe	14	12	222	53	301	30,41%
Annecy	-	9	91	15	115	15,36%	Annecy	18	-	44	18	81	8,15%
Bourg-en-Bresse	-	-	-	31	31	4,07%	Bourg-en-Bresse	25	16	-	32	72	7,30%
Grenoble	-	12	35	10	57	7,56%	Grenoble	9	-	39	19	67	6,74%
Grigny	8	-	-	6	14	1,84%	Grigny	7	36	-	6	49	4,92%
Lyon	-	-	-	-	-	0,00%	Lyon	37	12	-	-	49	4,91%
Roanne	-	29	14	-	44	5,82%	Roanne	-	-	44	-	44	4,41%
Meyzieu	-	-	48	-	48	6,38%	Meyzieu	-	-	36	1	37	3,73%
Saint-Priest	-	44	6	-	51	6,75%	Saint-Priest	-	-	36	-	36	3,62%
Passy	12	-	4	10	26	3,52%	Passy	29	-	-	6	35	3,53%
Grand Lyon	-	-	-	-	-	0,00%	Grand Lyon	19	13	-	-	32	3,25%
Albertville	6	-	-	-	6	0,78%	Albertville	5	22	-	-	27	2,77%
Thoiry	-	-	-	-	-	0,00%	Thoiry	26	-	-	-	26	2,58%
La Motte-Servolex	-	17	-	-	17	2,28%	La Motte-Servolex	-	17	6	-	23	2,33%
Eybens	10	-	9	3	23	3,01%	Eybens	7	8	1	3	19	1,96%
Villeurbanne	-	-	-	-	-	0,00%	Villeurbanne	15	-	-	-	15	1,54%
Aix-les-Bains	-	-	43	1	44	5,86%	Aix-les-Bains	10	-	3	3	15	1,51%
Saint-Fons	-	-	-	-	-	0,00%	Saint-Fons	14	-	-	-	14	1,39%
Annemasse	-	12	-	-	12	1,57%	Annemasse	-	10	3	-	12	1,22%
Le Bourget-du-Lac	-	-	-	-	-	0,00%	Le Bourget-du-Lac	7	2	-	-	9	0,95%
Loriol-sur-Drôme	-	-	-	-	-	0,00%	Loriol-sur-Drôme	8	-	-	-	8	0,79%
Montmélian	-	-	-	7	7	0,87%	Montmélian	-	-	-	7	7	0,69%
Charbonnières-les-Bains	-	-	-	-	-	0,00%	Charbonnières-les-Bains	7	-	-	-	7	0,67%
Valserhône	-	-	3	3	5	0,72%	Valserhône	-	-	1	2	4	0,36%
Gières	-	-	-	-	-	0,00%	Gières	3	-	-	-	3	0,28%
Ambérieu-en-Bugey	-	29	11	3	43	5,68%	Ambérieu-en-Bugey	-	-	-	-	-	0,00%
Pont-de-Claix	7	-	-	-	7	0,98%	Pont-de-Claix	-	-	-	-	-	0,00%
Rillieux-la-Pape	4	-	-	-	4	0,56%	Rillieux-la-Pape	-	-	-	-	-	0,00%
Megève	2	-	-	-	2	0,25%	Megève	-	-	-	-	-	0,00%
Total général	56	219	335	139	750	100%	Total général	259	147	435	150	991	100%
Total %	7,51%	29,23%	44,71%	18,55%	100%		Total %	26,10%	14,83%	43,90%	15,17%	100%	

Arrêté des comptes au 31/12/2021

■ Le budget réalisé 2021 se caractérise donc par :

- Des recettes propres en forte augmentation : de 754 K€ à 982 K€ (+30%)
- mais en dessous de 101 K€ par rapport au budget prévisionnel (prévision à 1 083 k€).
 - Face à la reprise tardive post crise sanitaire + élections municipales, la signature de mandats difficile en 2020 et début 2021, la SPL a signé beaucoup de marchés portant sur des audits → apport d'honoraires de 230 K€ (prévision au budget de 120 K€), et un effet qui se fera ressentir en 2022 avec un nombre important de mandats signés en 2021
- Des charges de fonctionnement en augmentation :
- + 201 K€ vs 2020 (augmentation en dessous du budget prévisionnel pour 40 k€)
 - Les charges de personnel ont augmenté de 164 k€ :
 - Recrutement d'une assistante en avril 2021
 - Recrutement d'une responsable d'opération à Lyon, et un apprenti à Grenoble en 09-10/2021
 - Mais limitation de la masse salariale sur les primes exceptionnelles (pas de prime en décembre 2021)

➔ Ce qui conduit à un résultat d'exploitation négatif de - 129 k€ vs - 184 k€ en 2020. Le budget prévoyait - 100 k€. A noter, une évolution positive du résultat d'exploitation sur la fin 2021.

- Un résultat financier qui est positif : + 48 k€ qui se résume au placement des excédents de trésorerie sur des comptes à terme.

Arrêté des comptes au 31/12/2021

■ Le budget réalisé 2021 se caractérise donc par :

- Un résultat d'exploitation de – 129 K€
- Un résultat financier de 48 K€
- Un résultat exceptionnel de – 2 K€

➔ Soit un résultat net de – 82 k€ par rapport à un résultat de – 31 K€ en 2020

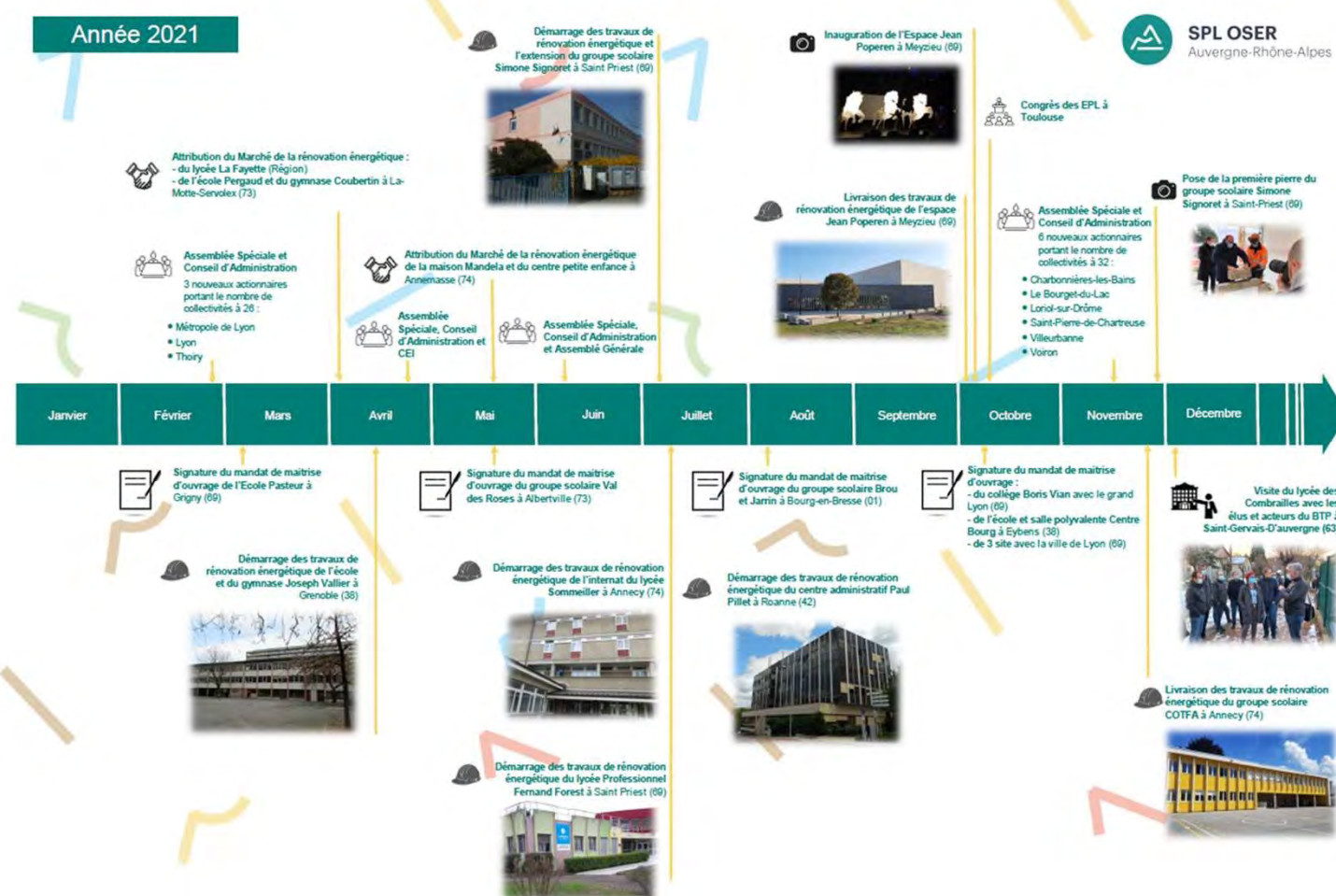
Pour mémoire le résultat net était initialement estimé à – 52 K€ en 2021 (présentation au Conseil d'administration du 22 avril 2021)

➔ A noter, que le résultat de l'année précédente, 2020, prenait en compte un résultat exceptionnel positif de 101 K€. Sans cet élément, le résultat 2020 aurait été de – 134 K€. Amélioration de 52 K€ de 2020 à 2021.

- Les réserves de la S.P.L. au 31/12/2021 sont de 536 k€

Arrêté des comptes au 31/12/2021

Extrait Rapport d'activité – Faits marquants 2021





SPL OSER

Auvergne-Rhône-Alpes

SPL D'EFFICACITE ENERGETIQUE

Société publique locale au capital de 10 999 050 euros

Siège social : Hôtel de la Région Auvergne Rhône Alpes
1 Esplanade François Mitterrand
69002 LYON

RCS Lyon 791 623 069

ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DU 15/06/2022

**RAPPORT DE GESTION SUR LES OPERATIONS DE L'EXERCICE
CLOS LE 31 DECEMBRE 2021**

NEUVIEME EXERCICE

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

042-214201873-20221110-10NOVN13-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 16/11/2022

Affichage : 16/11/2022

Préambule

Mesdames et Messieurs les Actionnaires,

Nous vous avons réunis en assemblée générale ordinaire annuelle en application des statuts et des dispositions du Code de commerce pour vous rendre compte de l'activité de la Société au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2021, des résultats de cette activité, des perspectives d'avenir et soumettre à votre approbation le bilan et les comptes annuels dudit exercice. Ces comptes sont joints au présent rapport.

Les convocations prescrites par la loi vous ont été régulièrement adressées et tous les documents et pièces prévus par la réglementation en vigueur ont été tenus à votre disposition dans les délais impartis.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

042-214201873-20221110-10NOVN13-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 16/11/2022

Affichage : 16/11/2022

I – RAPPORT SUR LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE

1. L'actionnariat

Le tableau ci-dessous récapitule l'actionnariat et la répartition des postes d'administrateurs à la clôture de l'exercice écoulé.

La société est composée de 32 actionnaires, représentés par 12 administrateurs et 29 censeurs.

Pour rappel,

Le Conseil d'Administration du 8 février 2021 a validé l'augmentation de capital de 107 000 euros visant à faire entrer la métropole du Grand Lyon, et les villes de Lyon et Thoiry portant ainsi le capital de la société à 10 908 050 €.

Le Conseil d'Administration du 19 novembre 2021 a validé l'augmentation de capital de 91 000 euros visant à faire entrer les villes de Charbonnières-les-Bains, Le Bourget-du-Lac, Loriol-sur-Drôme, Saint-Pierre-de-Chartreuse, Villeurbanne, et Voiron portant ainsi le capital de la société à 10 999 050 €.

2. Situation des mandats des administrateurs

Conformément aux dispositions de l'article L 225-102-1, al. 3 du Code de commerce, nous vous communiquons ci-après la liste de l'ensemble des mandats et fonctions exercés dans toute société par chacun des mandataires sociaux de la Société.

Actionnaires	Représentants	Actions	%
Région Auvergne-Rhône-Alpes		735 278	66,85%
	Monsieur Xavier ODO		
	Madame Sophie BLACHERE		
	Monsieur Eric FOURNIER		
	Monsieur Emmanuel MANDON		
	Monsieur Yannick LUCOT		
	Madame Michèle CEDRIN		
	Monsieur Axel MARIN		
	Monsieur François CHEMIN		
Ville d'Annecy	Madame Magali MUGNIER	100 617	9,15%
Ville de Bourg-en-Bresse	Madame Charline LIOTIER	93 514	8,50%
		170 496	15,50%
Assemblée spéciale représentants les actionnaires ci-dessous :	Monsieur Vincent FRISTOT, Ville de Grenoble		
	Monsieur Christian DORANGE, Ville de Roanne		
Métropole du Grand Lyon		5 000	0,45%
S.I.E.L.		5 000	0,45%
Ville d'Aix-les-Bains		2 958	0,27%
Ville d'Ambérieu-en-Bugey		1 488	0,14%
Ville d'Annemasse		3 380	0,31%
Ville d'Eybens		1 000	0,09%
Ville d'Albertville		2 000	0,18%
Ville de Charbonnières-les-Bains		600	0,05%
Ville de Gières		630	0,06%
Ville de Grenoble		64 707	5,88%
Ville de Grigny		40 630	3,69%
Ville de La Motte-Servolex		1 300	0,12%
Ville de Le Bourget-du-Lac		600	0,05%
Ville de Loriol-sur-Drôme		700	0,06%
Ville de Lyon		5 000	0,45%
Ville de Megève		400	0,04%
Ville de Meyzieu		3 000	0,27%
Ville de Montmélian		8 138	0,74%
Ville de Passy		1 165	0,11%
Ville de Pont-de-Claix		1 100	0,10%
Ville de Rillieux-la-Pape		3 200	0,29%
Ville de Roanne		3 600	0,33%
Ville de Saint-Fons		1 700	0,15%
Ville de Saint-Pierre-de-Chartreuse		100	0,01%
Ville de Saint-Priest		4 100	0,37%
Ville de Thoiry		700	0,06%
Ville de Valserhône		1 200	0,11%
Ville de Villeurbanne		5 000	0,45%
Ville de Voiron		2 100	0,19%
Total des actions		1 099 905	100,00%

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

042-214201873-20221110-10NOVN13-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 16/11/2022

Affichage : 16/11/2022

Mandataire	Qualité et fonctions	Nom et adresse de l'entité
Monsieur Xavier ODO	Conseiller Régional depuis 2021	Membre des commissions : - Finances, Ressources Humaines et Administration Générale - Transport - Enseignement Supérieur et recherche, Innovation
	Membres des Organismes Extérieurs en qualité de Conseiller régional - <u>Titulaire</u>	- Syndicat mixte des Transports pour l'aire métropolitaine lyonnaise - Comité syndical : Vice président - INSPIRA - Comité syndical - Ecole nationale supérieure des Beaux-Arts de Lyon - CREFOP - Comité plénier - CAEN - Académie de Lyon - CDCI du Rhône - Comité technique régional Compétitivité - Lyon II - Conseil de l'IETL - Lyon II - Université Lumière – CA - Lyon III - Conseil de l'IUT - Lyon 1 - Ecole Polytechnique Universitaire de Lyon - IUT Lyon 1 - Université Claude Bernard - Institut supérieur d'optométrie Lyon - EM Lyon – AG - Elue référent emploi formation Lyon Métropole - Ecole de la 2e chance du Rhône - Ecole centrale de Lyon - Conseil scientifique - ECEMA – Rhône - CROUS de Lyon - Saint-Etienne
		- Commission Permanente – SPIRAL - Commission de la recherche du conseil académique de l'Université Lumière - Lyon II - Comité de pilotage du projet NANOBIO - Comité de bassin Rhône Méditerranée (+3 commissions géographiques) - Comité consultatif interrégional de règlement amiable des litiges relatifs aux marchés publics - Centre d'études européen – Rhône - Campus Veolia Rhin Rhône Méditerranée – Rhône - Association TDIE – Transports, Développement, Intermodalité, Environnement - ADULLACT - EPORA - Lycée Danielle Casanova Givors - LP Aragon Picasso Givors - Lycée privé Notre-Dame Givors - Lycée René Descartes Saint-Genis-Laval
	Membres des Organismes Extérieurs en qualité de Conseiller régional - <u>Suppléant</u>	- Lycée Ella Fitzgerald St-Romain-en-Gal (MC) - Lyon III Conseil Scientifique (CG) - CFA INTERFORA IFAIP - Saint-Fons (MP) - Faculté de médecine et de maïeutique Lyon Sud Charles Mérieux - IFAS - Lycée Jean-Marie Jacquard Oullins (M. Millet) - IFAS - UGECAM - La Maisonnée - Francheville (M. Millet) - IFSI CHU HCL Saint-Genis-Laval (M. Millet) - Etablissement public de coopération culturelle "Cité du Design - Ecole supérieure d'art et de design" (E. Mandon)
	Représentation du Président de la région Auvergne-Rhône-Alpes	- Axelera Auvergne-Rhône-Alpes Pôle de Compétitivité - Cluster Lumière - INDURA Auvergne-Rhône-Alpes - Comité technique SRESRI (Suppléant) - Conseil Supérieur de l'Education Nationale - Commission académique de la carte scolaire - GT Transport scolaire et interurbain - CDR du CDG du Rhône
	Maire de Grigny depuis 2014	Membres des organismes extérieurs en qualité de Maire de Grigny : - Vice-président du SMAGGA, en charge des ouvrages écreteurs - SIGERLY - Conférence Métropolitaine des Maires de la Métropole de Lyon

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

042-214201873-20221110-10NOVN13-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 16/11/2022

Affichage : 16/11/2022

Mandataire	Qualité et fonctions	Nom et adresse de l'entité
Madame Sophie BLACHERE		SCC France SAS, 96 Rue des Trois Fontanot, 92744 Nanterre Cedex - salariée
		Syndicat mixte d'études et de promotion de l'axe européen Toulouse Lyon
		Syndicat mixte des Transports pour l'aire métropolitaine lyonnaise - Comité syndical
		AuvergneRhôneAlpes Energie Environnement – AG et bureau
		Building Information Modeling Auvergne Rhône Alpes
		Commission de concertation de l'enseignement privé Lyon
		Schéma de développement du réseau public de transport de l'électricité de Rhône Alpes
		Auvergne - Comité régional de concertation
		VEGEPOLYS Valley
		Lyon I Institut Techniques de réadaptation
		LY Formation (Ecoris)– Rhône
		LP Sermenaz Rillieux la Pape
		Institut de formation des pédicures podologues EIASS Rockefeller ICOGI
		Institut de formation en masso-kinésithérapie pour déficients de la vue(IFMKDV)
		Institut de formation en infirmier anesthésiste CHU HCL (Lyon 3) IADE de Lyon
		IFAS Lycée professionnel Marie Curie Villeurbanne
		Compétences Pro Rhône CFA du CREAP Caluire et Cuire
		Lycée André Cuzin Caluire et Cuire
		Lycée Magenta Villeurbanne
		Lycée Marie Curie Villeurbanne
		LP Frédéric Fays Villeurbanne
		Lycée StExupéry Cité scolaire Elie Vignal Caluire et Cuire
		Boisard Ecole de production
Monsieur Eric FOURNIER	Membre des Organismes Extérieurs en qualité de Conseiller régional - Titulaire	<ul style="list-style-type: none"> - ANEM - Association Nationale des Elus de la Montagne - Association AMORCE - Association EUROMONTANA - Association pour la Mesure de la Pollution Atmosphérique d'Auvergne-Rhône-Alpes (ATMo) AG et CA - Auvergne-Rhône-Alpes Energie Environnement - AG - Comité de pilotage du projet INES "Institut National de l'Energie Solaire" - EPF - Etablissement Public Foncier de Haute-Savoie - 74 - Fonds pour le développement d'une politique intermodale dans les transports dans le massif alpin - IFAS - Institut de Formation Aide-Soignant - CHI Mont-Blanc - SALLANCHES - LP PRIVE DU MONT BLANC - SALLANCHES (74) - TLP390 - LYCEE DE CHAMONIX - CHAMONIX MONT BLANC (74) - TLP512 - LYCEE MONT BLANC RENE DAYVE (74) - PASSY - TLP237 - Réserve Naturelle Régionale (RNR) des Aiguilles Rouges (Comité consultatif) - SAEM Alpes du Nord Aménagement Touristique - ANAT - Assemblée Générale & Conseil d'administration
	Membres des Organismes Extérieurs en qualité de Conseiller régional - Suppléant	<ul style="list-style-type: none"> - Association TDIE - Transports, Développement, Intermodalité, Environnement (Suppléant) - LP HOTELIER FRANCOIS BISE - BONNEVILLE (74) - TLP231 (Suppléant) - LPO CHARLES PONCET - CLUSES (74) - TLP233 (Suppléant) - LYCEE GUILLAUME FICHET - BONNEVILLE (74) - TLP230 (Suppléant) - SMAG (Syndicat Mixte d'Aménagement du Genevois) 74 - Comité syndical (Suppléant)
	Autres mandats	Maire de CHAMONIX-MONT-BLANC
	Région Auvergne-Rhône-Alpes	Président de la Communauté de communes du VALLEE de CHAMONIX
		Commission Montagne
		Commission Environnement et écologie positive
		Conseiller spécial
Monsieur Emmunuel MANDON	Non communiqué à la date du 29/04/2022	
Monsieur Yannick LUCOT	Gérant	SCI Amétis
Madame Michèle CEDRIN	Vienne	1ère adjointe
	CA VIENNE CONDRIEU	Conseillère communautaire
	Organismes extérieurs	<ul style="list-style-type: none"> Conseil d'Administration Inspira Conseil d'Administration Lycée Galilée Conseil d'Administration Lycée Agrotec Conseil d'Administration Lycée la Pléiade Conseil d'Administration Lycée Robin Conseil d'Administration Lycée Saint-Châles Conseil d'Administration Via Fluvia Bureau et Conseil d'Administration Cluster éco bâtiment
Monsieur Axel MARIN	Aucun autre mandat	
Monsieur François CHEMIN	Aucun autre mandat	
Madame Magali MUGNIER	Non communiqué à la date du 29/04/2022	
Madame Charline LIOTIER	Sociétaire non gestionnaire	SCI DES QUATRES ROUTES, 14 Place de l'Eglise, 42560 Gumieres
Monsieur Vincent FRISTOT	Président du conseil d'administration, administrateur représentant la Ville de Grenoble	SEM Gaz et Electricité de Grenoble
	Président et membre du conseil de surveillance	SAS GreenAlp
	Administrateur représentant la Ville de Grenoble	SEM CCIAG Compagnie de Chauffage
	Administrateur représentant la Ville de Grenoble	SEM Innovia
	Administrateur représentant la Ville de Grenoble	SPL ALEC Agence locale de l'énergie
	Administrateur représentant Grenoble Alpes Métropole	EPFL-D Etablissement public foncier local
	Membre du bureau, comité syndical, représentant Grenoble Alpes Métropole	EP SCOT
	Administrateur, représentant Gaz et Electricité de Grenoble	FNCCR, Fédération Nationale des collectivités concédantes et régies
	Administrateur, représentant la SEM GEG	Fédération des EPL Entreprises publiques locales
	Gérant majoritaire	SARL SMR au 3 place victor HUGO 42120 LE COTEAU

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

042-214201873-20221110-10NOVN13-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 16/11/2022

Affichage : 16/11/2022

Le Conseil examine la situation des mandats des administrateurs et constate qu'aucun des mandats n'est parvenu à son terme.

En effet, il est rappelé que conformément aux statuts (art. 15) « le mandat des représentants des collectivités territoriales et leurs groupements prend fin avec celui de l'assemblée qui les a désignés ».

3. La gouvernance

Conformément à l'article R 225-102 du Code de commerce, nous vous indiquons que votre Conseil d'administration a procédé au choix de l'une des deux modalités d'exercice de la Direction Générale prévues à l'article L 225-51-1 du Code de commerce.

Lors de sa réunion du 31 mai 2013, il a opté pour la séparation des fonctions de président et de directeur général.

4. Les dirigeants

4.1 - Le Président

La présidence du conseil d'administration est assurée par la Région Auvergne-Rhône-Alpes représentée par M. Eric FOURNIER, désigné à cette fonction par le conseil d'administration du 25 avril 2016 pour la durée de son mandat d'administrateur. Le mandat a été renouvelé le 19 novembre 2021 pour la durée de son mandat d'administrateur.

4.2 - Le Directeur général

Le Directeur général est Monsieur Philippe TRUCHY, désigné par délibération du conseil d'administration du 31 mai 2013 et renouvelé lors du conseil d'administration du 25 avril 2016, puis du 8 avril 2019 pour un nouveau mandat expirant lors du conseil d'administration convoquant l'assemblée générale qui approuvera les comptes de l'exercice 2021.

Le directeur général est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la société, sous réserve des restrictions suivantes :

- Il devra se conformer aux règles mises en place au titre du contrôle analogue exercé par les collectivités actionnaires de la société dans le cadre de son statut d'organisme « in house » ;
- Il devra se conformer aux règles mises en place au titre des obligations de transparence et de concurrence résultant de son statut de pouvoir adjudicateur ;
- Il ne pourra passer aucun contrat de tiers investisseur avec une collectivité actionnaire sans un accord préalable du conseil d'administration.

4.3 - Le commissaire aux comptes

Le commissaire aux comptes titulaire est la société CABINET SERAPIONE, 445 Rue Lavoisier 38330 MONTBONNOT-SAINT-MARTIN, représentée par Monsieur Nicolas SERAPIONE.

Il n'y a pas de commissaire aux comptes suppléant.

Le mandat a été accordé suite à la Commission d'appel d'offres de la SPL OSER du 26 juin 2019 pour une durée de 6 ans. Le mandat expirera lors de l'assemblée générale ordinaire approuvant les comptes de l'exercice 2024.

Conformément aux dispositions législatives et réglementaires, nous tenons à votre disposition les rapports de votre Commissaire aux comptes.

4.4 - Les changements intervenus au cours de l'exercice

Suite aux élections régionales en 2021, de nouveaux censeurs et administrateurs ont été désignés.

Le collège des membres de la commission d'appel d'offres, du Comité d'Engagements et d'Investissements, et de l'Assemblée Générale a été modifié en conséquence.

Le représentant à l'Assemblée Générale pour la Région Auvergne-Rhône-Alpes, actionnaire principal, est désormais M. Frédéric BONNICHON, désigné par délibération du conseil régional du 19 juillet 2021.

Les règlements de l'assemblée spéciale et du conseil d'administration n'ont pas connu de modifications en 2021.

Les statuts ont été mis à jour en 2021.

Un livret de gouvernance qui synthétise le fonctionnement des instances de la Société est régulièrement mis à jour et communiqué aux nouveaux actionnaires.

4.5 - Le personnel de la société

Au 31 décembre 2021, l'effectif de la société se composait de 15 salariés, qui représentent 14.45 ETP (soit 13,23 ETP en moyenne sur l'année), 15 salariés en CDI, et aucun salarié en CDD.

Dont

- 12 cadres,
- 0 agent de maîtrise
- 2 employées
- 1 apprenti.

Il n'a pas été mis en place de modalités d'association des salariés aux résultats.

4.6 - Les locaux de l'entreprise

Depuis le 1^{er} septembre 2015, les bureaux de la société sont situés au 5 rue Eugène FAURE, 38000 Grenoble. La SPL OSER loue ces bureaux à la Région Auvergne-Rhône-Alpes.

Une agence a été créée au 3 route de Clermont, 63530 Volvic. La SPL OSER loue un bureau à la Communauté d'Agglomération Riom Limagne et Volcans.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

042-214201873-20221110-10NOVN13-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 16/11/2022

Affichage : 16/11/2022

II – PRESENTATION DES COMPTES DE L'EXERCICE

Nous vous proposons de vous présenter dans cette partie du rapport de gestion les résultats les plus significatifs dans les domaines comptables et financiers.

Les comptes annuels de l'exercice clos le 31/12/2021 que nous soumettons à votre approbation ont été établis conformément aux règles de présentation et aux méthodes d'évaluation prévues par la réglementation en vigueur.

1. Situation et activité de la Société au cours de l'exercice écoulé

L'exercice écoulé, qui est le neuvième de la société, se caractérise par des missions réparties principalement en deux types de marchés entre la société et les collectivités :

Pour les études en amont, dont les audits énergétiques et l'accompagnement à la rédaction du programme de travaux, l'activité a été plus soutenue que celle de l'exercice précédent avec la signature de 16 marchés contre 7 en 2020. Ces prestations sont effectuées via des marchés de prestations intellectuelles, d'une durée moyenne de l'ordre de 6 mois.

Pour la phase opérationnelle, l'activité se poursuit en mandat de maîtrise d'ouvrage sur une durée longue, couramment plus de dix ans avec la phase exploitation maintenance. L'activité s'est déroulée sur une majorité de mandats signés dans les années précédentes mais aussi sur la phase de lancement d'un nombre important de nouveaux mandats signés en 2021 (7 en 2021 contre 2 en 2020). Les collectivités concernées par ces nouveaux mandats sont soit des collectivités historiques, à savoir Grigny, Bourg-en-Bresse et Eybens, soit des collectivités ayant pris part plus récemment au capital telles que Albertville, Lyon, le Grand Lyon et Le Bourget-du-Lac, pour lesquelles la société est intervenue sur la phase en amont.

Plus marginalement l'activité a été réalisée via d'autres types de marchés notamment via une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage à Passy.

L'activité pour les phases opérationnelles (Phase 2 contractualisation des marchés et Phase 3 Conception-réalisation) constitue, comme chaque année, la majorité des moyens mis en œuvre par la société, et également des honoraires, avec :

- Une hausse d'activité sur la phase contractualisation grâce aux nouveaux mandats signés en 2021.
- Pour la Phase Conception réalisation, une activité portant sur treize opérations en cours, avec des opérations d'importance sur le plan du volume des travaux à engager, mais représentant au global une activité légèrement plus faible que les années précédentes. Au cours de cette année 2021, se sont déroulées les réceptions d'une opération pour la Région Auvergne-Rhône-Alpes sur le lycée Aragon Picasso à Givors (réalisée en B.E.A) et de deux opérations en mandat

de maîtrise d'ouvrage portant sur l'espace Jean Poperen à Meyzieu et le groupe scolaire Cotfa à Annecy.

Il convient de noter que l'activité a été très dense en phase d'audit, sur un grand nombre d'opérations, en bonne partie pour les collectivités ayant pris part plus récemment au capital de la SPL.

2. Analyse de l'évolution des affaires

2.1 - Activité économique

L'activité de la société s'est poursuivie durant l'année 2021 sur les phases classiquement développées pour les opérations réalisées en marché global de performance, avec en amont, des missions d'audits énergétiques, puis les mandats de maîtrise d'ouvrage. La phase exploitation maintenance prend de l'ampleur compte-tenu du nombre d'opérations réceptionnées, soit près d'une trentaine désormais au 31/12/2021.

Il est important de noter que la pandémie liée au COVID-19 a touché la société avec un impact sur son chiffre d'affaires et notamment sur le lancement de nouvelles opérations. En effet, en 2020 seulement deux mandats de maîtrise d'ouvrage ont été signés. Le nombre de mandats signés en 2021 (7) est le plus important sur une année jusqu'à présent, ce qui s'explique principalement par le nombre croissant d'actionnaires.

Par ailleurs, l'activité de la SPL sur l'année 2021 et le résultat négatif découle de plusieurs facteurs sur le plan du résultat financier :

Sur les moyens d'encadrement des équipes :

- Les phases de développement avec de nouveaux actionnaires nécessitent des moyens d'encadrement importants (directeur général, directeur technique, responsables de secteur) pour aboutir à un mandat de maîtrise d'ouvrage et le lancement d'une opération.
- Les recrutements successifs nécessitent également un encadrement significatif, sur une durée supérieure à 6 mois.
- L'évolution des effectifs, et ce sur un territoire régional, engendre une nécessaire évolution des méthodes et des partages de pratiques internes.

Sur le déroulement des opérations :

Le ralentissement lié au COVID-19, très fort en 2020, a eu un impact moindre en 2021 sur l'activité de la société. Cependant, cet impact persiste avec notamment l'allongement de la durée des opérations. Sur le plan économique, les évolutions sur le montant des honoraires, qui ont pu être acceptés par les collectivités dans certains cas, ne couvrent pas les moyens supplémentaires mis en œuvre par la société du fait de l'allongement de la durée d'intervention. D'une manière générale, lorsque les opérations de rénovation énergétique subissent des aléas, s'allongent, les moyens à

mettre en œuvre s'accroissent et l'activité économique de la SPL se trouve pénalisée.

Sur le renouvellement des marchés passés entre actionnaires et la société :

Il convient de rappeler que l'activité d'une SPL dépend de la sollicitation de ses actionnaires qui sont ses seuls clients.

Il est courant de constater un creux dans les sollicitations autour des périodes d'élections, et pour la SPL, les élections municipales ont un effet plus particulièrement significatif. Le faible renouvellement des contrats en 2020 a eu un impact, alors qu'il est essentiel que ce renouvellement soit le plus régulier possible pour maintenir une activité rentable économiquement, et permettre de répondre aux demandes à moindre coût.

2.2 - Organisation interne et adaptation aux besoins

Le recrutement d'un responsable d'opération à Lyon, en mars 2021, remplacé en octobre 2021, a contribué à accroître les moyens mis en œuvre pour répondre aux besoins des nouvelles collectivités sur le territoire de l'agglomération lyonnaise.

Une responsable d'opération a été recrutée à Grenoble en avril 2021 pour répondre aux besoins des collectivités sur les départements de l'Est de la Région.

Une assistante a été recrutée en avril 2021 pour renforcer l'équipe administrative et financière.

Un apprenti a été recruté en septembre 2021. Ce recrutement permet d'accompagner un jeune ingénieur qui complète sa formation par une spécialisation dans le domaine du bâtiment ; il a permis de soutenir l'activité importante des responsables d'opérations sur les audits énergétiques.

2.3 - Changement dans le mode de réalisation

Depuis plusieurs années et la fin des opérations en B.E.A, l'intervention en mandat de maîtrise d'ouvrage, s'est développée. Le mandat de maîtrise d'ouvrage répond bien aux demandes des collectivités.

La société a cherché à répondre favorablement à la plupart des demandes d'adaptations sur les mandats ; il est important de souligner que la société restera plus efficace si ces mandats sont basés sur les mêmes règles, afin d'éviter notamment une lourdeur de gestion administrative et financière.

Pour mémoire, les coûts journaliers proposés à l'ensemble des collectivités ont été actualisés lors du Conseil d'Administration du 21 avril 2021, l'évolution précédente datant du 26 mars 2018.

2.4 - Description des principaux risques et incertitudes

Les principaux risques et incertitudes auxquels la société est confrontée sont les suivants :

- Risque quant aux pics ou baisses d'activité engendrant des difficultés à répondre à toutes les demandes des collectivités et à assurer un plan de charge régulier.
- Risque quant aux capacités des collectivités à financer les projets de rénovation de leurs bâtiments publics, risque accru en cas de période de forte inflation.
- Risque d'allongement des opérations en cas de crise qui engendrerait des mesures de ralentissement, ou des retards de fourniture de matériaux, ou des hausses de coûts.
- Risque en cas de retard de paiement des avances de fonds en mandat de maîtrise d'ouvrage, notamment si les retards se cumulent sur plusieurs opérations.

2.5 - Utilisation des instruments financiers

La société a souscrit 28 comptes à terme de 250 000 euros chacun d'une durée de 5 ans pour les 20 premiers contractés en 2019 ; et d'une durée de 3 ans pour les 10 derniers contractés en 2020, l'ensemble auprès de la Caisse d'Epargne. Le montant de 7 millions d'euros permet à la Société d'obtenir un résultat financier bénéficiaire.

Le montant souscrit permet à la Société de percevoir des intérêts en fin de contrat. Une première enveloppe contractée le 1^{er} février 2019 de 12 comptes à terme est rémunérée au taux fixe de 0.80% par an. Une deuxième enveloppe contractée le 15 février 2019 de 8 comptes à terme est rémunérée au taux fixe de 0.66% par an. Une troisième enveloppe contractée le 7 décembre 2020 de 8 comptes à terme est rémunérée au taux fixe de 0.50% par an.

Pour mémoire, la société avait, en 2014 et dans le cadre du financement des trois lycées, Montgolfier à Annonay, la Pléiade à Pont-de-Chéruy et Amblard à Valence, souscrit des instruments de couverture des taux (« swaps ») auprès de la Caisse d'Epargne Rhône Alpes, pour un montant de près de 4 M€ et une durée de 20 années d'amortissement. Ces instruments permettent de faire correspondre des financements à taux variables avec un loyer fixe, de sorte que la société ne soit pas exposée en cas d'évolution des taux.

2.6 - Evénements intervenus depuis la clôture de l'exercice

2.6.1 Activité économique

Depuis la clôture de l'exercice, l'activité économique de la société poursuit sa reprise avec la signature d'un second mandat de maîtrise d'ouvrage avec le Grand Lyon en janvier 2022, un mandat avec la Ville de Grenoble, et un mandat avec la Ville de Saint-Fons. Un mandat est en cours de signature avec la commune de Villeurbanne.

L'activité est forte pour le premier trimestre du fait des 7 mandats signés en 2021 avec des actionnaires historiques mais aussi avec de nouveaux actionnaires.

Il est à noter qu'une négociation est en cours avec la Région pour pallier aux difficultés rencontrées sur l'opération de rénovation énergétique du Lycée La Fayette à Clermont Ferrand. Elle n'est pas provisionnée dans les comptes.

Enfin, un mois après le début la guerre en Ukraine, les hausses du coût de l'énergie et des matières premières commencent à créer des interrogations sur les plannings et le bon déroulement des opérations. Des échanges avec les collectivités concernées seront vraisemblablement nécessaires.

2.6.2 Trésorerie

La trésorerie est très satisfaisante. Le système de financement des opérations des collectivités étant basé sur un régime de demandes d'avances, la trésorerie est excédentaire.

L'objectif de règlement des fournisseurs se poursuit autour d'un délai de 20 jours à 30 jours après réception des factures. Cela présente un intérêt significatif pour les entreprises.

2.6.3 Vie sociale

Le Conseil d'Administration du 4 avril 2022 permettra d'ouvrir une augmentation de capital réservée à la Ville de Caluire-et-Cuire pour 44 000 euros.

2.6.4 Recrutement

La société est en cours de recrutement sur le territoire lyonnais d'un deuxième responsable d'opérations afin de répondre aux besoins des nouveaux actionnaires sur ce territoire.

2.7 - Activités en matière de recherche et de développement

Eu égard à l'article L 232-1 du Code de commerce, nous vous informons que la Société n'a effectué aucune activité de recherche et de développement au cours de l'exercice écoulé.

2.8 - Evolution prévisible de la situation de la société et perspectives d'avenir

L'entrée de neufs nouveaux actionnaires dans la société et la prévision de nouvelles entrées de collectivités en 2022 doivent conduire à une forte hausse de l'activité pour les années à venir. Les effets seront visibles avec un décalage lié au besoin d'investissement humain nécessaire avant de parvenir à lancer les premières missions pour ces nouveaux actionnaires.

L'activité avec les actionnaires présents depuis plusieurs années, dont la Région Auvergne-Rhône-Alpes et les communes qui disposent d'un gros patrimoine immobilier, représente une réserve conséquente à confirmer dans les faits par la signature de nouveaux marchés avec la société.

Le Décret tertiaire et les objectifs fixés de réduction des dépenses d'énergie impliquant des rénovations lourdes devraient inciter encore davantage les collectivités locales à rénover leur patrimoine.

Par ailleurs le financement des projets reste un sujet important pour les collectivités et la société poursuit ses efforts pour apporter ses compétences en assistance aux actionnaires. La mise en place des nouvelles règles de financement FEDER sur la fin du 1^{er} semestre 2022 est attendue par les collectivités locales.

Le contexte international, dont les évolutions créent de fortes incertitudes, aura vraisemblablement des impacts sur l'activité économique et dans le domaine du bâtiment sur la fourniture des matières premières nécessaires. Les conséquences qui pourraient être l'allongement des délais de réalisation des opérations et leur renchérissement constitue une source de questionnements.

Compte-tenu des marchés signés et des prévisions au cours des mois à venir, des efforts à poursuivre pour intégrer les nouveaux recrutements dans les pratiques de la société, l'exercice 2022 devrait se traduire par un résultat net proche de l'équilibre.

2.9 - Succursales

Outre son siège situé à l'hôtel de la Région Auvergne Rhône Alpes, la Société a six établissements :

- A Grenoble (38000, 5 rue Eugène FAURE) où sont situés ses bureaux et la majorité de son personnel ;
- A Volvic (63530, 3 route de Clermont) où a été créée une agence.

Au cours des années précédentes, des établissements ont été créés sur des sites où sont exploités une centrale photovoltaïque dans le cadre d'un B.E.A :

- A Grenoble (38000, 71 et 73 Rue Joseph Bouchayer, Groupe Scolaire Paul Painlevé)
- A Grenoble (38000, 55 et 59 Rue Ampère, Groupe Scolaire Ampère)
- A Givors (69700, 12 Chemin de la Côte à Cailloux, Lycée Aragon Picasso)
- A Saint-Priest-en-Jarez (42270, 63 Avenue Albert Raimond, Lycée Simone Weil)
- A Valence (26000, 43 rue Amblard, Lycée Amblard)

Il convient de préciser que la création d'établissement est obligatoire au-delà d'un seuil sur la puissance installée de la centrale photovoltaïque.

2.10 - Participation des salariés au capital

Conformément aux dispositions de l'article L 225-102 du Code de commerce, nous vous rendons compte de l'état de la participation des salariés au capital de la Société

au dernier jour de l'exercice, soit le 31 décembre 2021 : les salariés ne détiennent pas de participation au capital de la Société.

2.11 - Exposé sur les résultats économiques et financiers

Au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2021 :

- Le chiffre d'affaires H.T. s'est élevé à 2 064 923 euros contre 3 558 440 euros au titre de l'exercice précédent ;
 - o La diminution du chiffre d'affaires est due à la livraison des derniers travaux conduits par la SPL en tiers financement. En effet, les travaux contractés par le biais de mandats de maîtrise d'ouvrage ne sont pas comptabilisés dans le chiffre d'affaires ;
- Le total des produits d'exploitation s'élève ainsi à 2 470 923 euros contre 4 469 749 euros au titre de l'exercice précédent ;
- Les charges d'exploitation de l'exercice se sont élevées à 2 600 504 euros contre 4 653 739 euros au titre de l'exercice précédent :
 - o Le montant reflète principalement les achats de travaux pour les opérations réalisées en B.E.A. Les coûts de structure propres s'élèvent à 1 143 159 euros contre 942 090 euros lors de l'exercice précédent, la progression étant essentiellement attribuable aux recrutements effectués en cours d'année 2021 ;
- Le résultat d'exploitation ressort négatif à -129 580 euros contre -183 989 euros au titre de l'exercice précédent ;
- Le montant des traitements et salaires s'élève à 652 328 euros contre 533 848 euros au titre de l'exercice précédent, soit une variation de 22.19 % :
 - o Cette augmentation résulte pour l'essentiel du recrutement d'une assistante à Grenoble et de deux responsables d'opérations situés à Grenoble et à Lyon, ainsi que d'un apprenti à Grenoble ;
- Le montant des charges sociales s'élève à 275 132 euros contre 228 963 euros au titre de l'exercice précédent, soit une variation de 20.16 % ;
- L'effectif salarié moyen s'élève à 13.23 contre 10.37 au titre de l'exercice précédent. Il est précisé que la Société n'a supporté aucune dépense de travail intérimaire ;
- Le résultat financier s'élève à 47 701 euros contre 52 031 euros au titre de l'exercice précédent. Le gain s'explique par le placement en compte à terme d'excédents de trésorerie ;
- Le résultat courant avant impôt de l'exercice ressort négatif à 81 879 contre un résultat négatif à 131 959 euros pour l'exercice précédent ;

- ⇒ Compte tenu des éléments ci-dessus,
- Du résultat exceptionnel négatif de 300 euros contre un résultat positif de 100 743 euros pour l'exercice précédent, expliqué par le mécanisme de pénalités appliquées sur les B.E.A des deux groupes scolaires Painlevé et Elisée Chatin à Grenoble,
 - Le résultat de l'exercice se solde par **une perte de 82 179 euros contre 31 216 euros** pour l'exercice précédent.

Est joint en annexe au présent rapport, le tableau des résultats prévu par l'article R 225-102 du Code de commerce.

2.12 - Analyse de l'évolution des résultats

Depuis l'année 2019, qui marquait la signature des premiers mandats de maîtrise d'ouvrage, le résultat d'exploitation est négatif alors qu'il était positif de 2015 à 2018. L'allongement de la durée de certains projets, le ralentissement lié à la crise sanitaire expliquent une partie de ce constat. Il convient de souligner que la société est davantage soumise aux validations de la collectivité en mandat de maîtrise d'ouvrage, ce qui peut allonger le délai de réalisation des opérations.

Un nombre de projets lancés insuffisant dans les années antérieures a conduit à une activité plus faible en phase réalisation pour 2021, avec un impact sur le résultat. Les recrutements et les moyens nécessaires d'encadrement ont mobilisés les équipes dans une adaptation de la société à une croissance prévisible.

Il est donc nécessaire de maintenir une certaine vigilance à la fois sur la régularité de l'activité de la société, sur la gestion des aléas dont les décalages de projets, et les impacts à prendre en compte sur les honoraires de la société.

Il convient de souligner l'importance des placements des excédents de trésorerie afin d'améliorer le résultat de la société.

Malgré tout, il est important de souligner que le résultat 2020 hors résultat exceptionnel approchait un résultat négatif de 132 K€ contre un résultat négatif 2021 de 82 K€, ce qui traduit une amélioration de la situation.

En termes de résultat, le déficit de l'exercice (82 k€) démontre :

- La sensibilité de la société aux aléas et ralentissements d'activité, aux retards des opérations,
- La nécessité d'une continuité de l'activité et le besoin de sollicitations régulières de la part des collectivités,

L'année 2021 a marqué la livraison du dernier projet signé en bail emphytéotique administratif qui concernait le lycée Aragon Picasso pour la Région Auvergne-Rhône-Alpes. Il est important de souligner que les résultats à prévoir sont dépendants du volume des opérations apportées par l'ensemble des actionnaires présents et futurs, la société s'étant organisée pour y faire face.

2.13 - Présentation des comptes annuels

Les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2021 que nous soumettons à votre approbation ont été établis conformément aux règles de présentation et aux méthodes d'évaluation prévues par la réglementation en vigueur.

Les résultats des cinq derniers exercices, le bilan et le compte de résultat figurent en annexe.

2.14 - Affectation du résultat

Nous vous proposons d'affecter la perte de l'exercice s'élevant à 82 179.48 euros en prélevant sur les autres réserves.

Réserve légale	30 887.36
Réserve légale après affectation	30 887.36
Autres réserves	505 072.76
Affectation du résultat 2021	- 82 179.48
Autres réserves après affectation	422 893.28

Le montant total ainsi généré au terme des 9 exercices est donc de **453 780.64 €**.

2.15 - Rappel des dividendes distribués au cours de 3 exercices précédents

Conformément à l'article 243 bis du code général des impôts, nous vous rappelons qu'il n'a pas été procédé à une distribution de dividendes au titre des trois précédents exercices.

2.16 - Dépenses non déductibles fiscalement

Conformément aux dispositions des articles 223 quater et 223 quinquies du Code général des impôts, nous vous précisons que les comptes de l'exercice écoulé ne prennent pas en charge de dépenses non déductibles du résultat fiscal.

2.17 - Informations sur les délais de paiement

En application des dispositions du Code de commerce, nous vous indiquons la décomposition, conformément aux modèles établis par l'arrêté du 20 mars 2017 des délais de paiement de nos fournisseurs et clients, faisant apparaître :

- Les factures reçues non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu : leurs montants correspondent à 7 741.69 euros dont le règlement est intervenu en 2022 ;

- Les factures émises non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu : leurs montants représentent 97 964.27 €. Le recouvrement est prévu en 2022 ;
- Les demandes d'avances ou de remboursement échues non réglées à la date de clôture représentent respectivement 469 201.30 € et 32 999.89 €. Le recouvrement est prévu en 2022.

2.18 - Contrôle des commissaires aux comptes

Conformément aux dispositions législatives et réglementaires, nous tenons à votre disposition les rapports de votre Commissaire aux comptes.

III – LES PARTICIPATIONS ET LES ACTIVITES DES FILIALES

La société ne dispose d'aucune participation dans une autre société et n'a aucune filiale.

Nous espérons que ce qui précède recevra votre agrément et que vous voudrez bien voter les résolutions qui vous sont soumises.

Le Conseil d'administration
Le Président
Monsieur Éric FOURNIER

ANNEXE 1 : BILAN ET COMPTES DE RÉSULTAT ET LEURS ANNEXES

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

042-214201873-20221110-10NOVN13-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 16/11/2022

Affichage : 16/11/2022

SPL EFFICACITE ENERGETIQUE

1 ESP FRANCOIS MITERRAND

CS 20033 LYON 2EME

69002 LYON

Dossier financier de l'exercice en Euros

Période du 01/01/2021 au 31/12/2021

Activité principale de l'entreprise : Rénovation énergétique des bâtiments publics

Nous vous présentons ci-après le dossier financier qui se décompose
ainsi :

- Les comptes annuels

Fait à MONTBONNOT SAINT MARTIN

Le 23/03/2022

Emilie VOLLERIN

Expert-Comptable

Cabinet E-VECA

90 ALLEE PRE MAYEN

38330 MONTBONNOT SAINT MARTIN

06.30.57.52.33

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

042-214201873-20221110-10NOVN13-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 16/11/2022
Dossier N° 200040 en Euros
Affichage : 16/11/2022

Émis le 23/03/2022 à 15:35

Mission de présentation - Voir le rapport d'Expert Comptable

COMPTES ANNUELS AU 31 DECEMBRE 2021

	Pages
- <i>Rapport de présentation</i>	1
COMPTES ANNUELS	
- <i>Bilan actif-passif</i>	2 et 3
- <i>Compte de résultat</i>	4 et 5
- <i>Détail des comptes bilan actif passif</i>	6 à 9
- <i>Détail Compte de résultat</i>	10 à 13
- <i>Annexe</i>	14 à 23

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

042-214201873-20221110-10NOVN13-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 16/11/2022
Dossier N° 200040 en Euros
Affichage : 16/11/2022

Edité le 23/03/2022 à 15:35

Mission de présentation - Voir le rapport d'Expert Comptable

Cabinet E-VECA

90 ALLEE PRE MAYEN

38330 MONTBONNOT SAINT MARTIN

06.30.57.52.33



RAPPORT DE PRESENTATION DES COMPTES ANNUELS

En notre qualité d'expert-comptable, nous avons effectué une mission de présentation des comptes annuels de l'entreprise

SPL EFFICACITE ENERGETIQUE
1 ESP FRANCOIS MITERRAND
CS 20033 LYON 2EME
69002 LYON

relatifs à l'exercice du 01/01/2021 au 31/12/2021.

Nos diligences ont été réalisées conformément à la norme professionnelle de l'Ordre des experts-comptables applicable à la mission de présentation des comptes qui ne constitue ni un audit ni un examen limité.

Les comptes annuels ci-joints se caractérisent par les données suivantes :

- Total du bilan,	100 273 171.68 Euros
- Chiffre d'affaires HT,	2 064 923.00 Euros
- Résultat net comptable,	(82 179.48) Euros

Fait à MONTBONNOT SAINT MARTIN
Le 23/03/2022

Emilie VOLLERIN
Expert-Comptable

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

042-214201873-20221110-10NOVN13-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 16/11/2022

Affichage : 16/11/2022

Cabinet d'Expertise Comptable
SARL au capital de 5 000 € - RCS 831 099 403 00014 - APE 6920Z
90, Allée Prè Mayen – 38 330 MONTBONNOT SAINT MARTIN
Tél. : 06.30.57.52.33 / Fax : 09.89.32.13.60
Société inscrite au Tableau de l'Ordre des Experts-Comptables
de la région Rhône-Alpes

SPL EFFICACITE ENERGETIQUE
1 ESP FRANCOIS MITERRAND
CS 20033 LYON 2EME
69002 LYON



COMPTES ANNUELS

Cabinet E-VECA
90 ALLEE PRE MAYEN

38330 MONTBONNOT SAINT MARTIN

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

042-214201873-20221110-10NOVN13-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 16/11/2022
Dossier N° : 200040 en Euros
Affichage : 16/11/2022

Émis le 23/03/2022 à 15:35

Mission de présentation - Voir le rapport d'Expert Comptable

BILAN ACTIF

ACTIF		Exercice N 31/12/2021 12			Exercice N-1 31/12/2020 12	Ecart N / N-1	
		Brut	Amortissements et dépréciations (à déduire)	Net	Net	Euros	%
	Capital souscrit non appelé (I)						
ACTIF IMMOBILISÉ	Immobilisations incorporelles						
	Frais d'établissement						
	Frais de développement						
	Concessions, brevets et droits similaires						
	Fonds commercial (1)						
	Autres immobilisations incorporelles	61 061. 50	51 405. 60	9 655. 90	6 603. 78	3 052. 12	46. 22
	Avances et acomptes						
	Immobilisations corporelles						
	Terrains						
	Constructions						
ACTIF CIRCULANT	Installations techniques, matériel et outillage						
	Autres immobilisations corporelles	81 004. 94	64 342. 38	16 662. 56	18 839. 11	2 176. 55-	11. 55-
	Immobilisations en cours				2 243. 97	2 243. 97-	100. 00-
	Avances et acomptes						
	Immobilisations financières (2)						
	Participations mises en équivalence						
	Autres participations						
	Créances rattachées à des participations						
	Autres titres immobilisés						
	Prêts						
Comptes de Régularisation	Autres immobilisations financières	4 296. 24		4 296. 24	1 471. 24	2 825. 00	192. 01
	Total II	146 362. 68	115 747. 98	30 614. 70	29 158. 10	1 456. 60	5. 00
	Stocks et en cours						
	Matières premières, approvisionnements						
	En-cours de production de biens						
	En-cours de production de services						
	Produits intermédiaires et finis						
	Marchandises						
	Avances et acomptes versés sur commandes						
	Créances (3)						
Comptes de Régularisation	Clients et comptes rattachés	43 817 983. 42		43 817 983. 42	44 983 615. 11	1 165 631. 69-	2. 59-
	Autres créances	43 613 732. 02		43 613 732. 02	22 455 976. 99	21 157 755. 03	94. 22
	Capital souscrit - appelé, non versé						
	Valeurs mobilières de placement						
	Disponibilités	12 786 136. 32		12 786 136. 32	12 586 786. 23	199 350. 09	1. 58
	Charges constatées d'avance (3)	24 705. 22		24 705. 22	18 905. 84	5 799. 38	30. 68
	Total III	100 242 556. 98		100 242 556. 98	80 045 284. 17	20 197 272. 81	25. 23
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV)						
	Primes de remboursement des obligations (V)						
	Ecart de conversion actif (VI)						
	TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V+VI)	100 388 919. 66	115 747. 98	100 273 171. 68	80 074 442. 27	20 198 729. 41	25. 22

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

042-214201873-20221110-10NOVN13-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 16/11/2022
Dossier N° 200040 en Euros
Affichage : 16/11/2022

Écrit le 23/03/2022 à 15:35

Mission de présentation - Voir le rapport d'Expert Comptable

Cabinet E-VECA

(1) Dont droit au bail

(2) Dont à moins d'un an

(3) Dont à plus d'un an

0. 24

40 420 300. 00

BILAN PASSIF

PASSIF		Exercice N	Exercice N-1	Ecart N / N-1	
		31/12/2021	31/12/2020	Euros	%
CAPITAUX PROPRES	Capital (Dont versé : 10 999 050 Primes d'émission, de fusion, d'apport Ecart de réévaluation	10 999 050.00	10 801 050.00	198 000.00	1.83
	Réserves				
	Réserve légale	30 887.36	30 887.36		
	Réserves statutaires ou contractuelles				
	Réserves réglementées	505 072.76	536 288.99	31 216.23-	5.82-
	Autres réserves				
	Report à nouveau				
	Résultat de l'exercice (Bénéfice ou perte)	82 179.48-	31 216.23-	50 963.25-	163.26-
	Subventions d'investissement				
	Provisions réglementées				
Total I		11 452 830.64	11 337 010.12	115 820.52	1.02
AUTRES FONDS PROPRES	Produit des émissions de titres participatifs				
	Avances conditionnées				
Total II					
PROVISIONS	Provisions pour risques				
	Provisions pour charges				
Total III					
DETTES (1)	Dettes financières				
	Emprunts obligataires convertibles				
	Autres emprunts obligataires				
	Emprunts auprès d'établissements de crédit	30 093 647.57	31 763 014.85	1 669 367.28-	5.26-
	Concours bancaires courants	150.00	150.00		
	Emprunts et dettes financières diverses				
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours				
	Dettes d'exploitation				
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	4 615 529.95	3 915 475.32	700 054.63	17.88
	Dettes fiscales et sociales	7 402 709.68	7 587 355.72	184 646.04-	2.43-
Comptes de Régularisation	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Autres dettes	46 566 760.17	25 120 663.21	21 446 096.96	85.37
	Produits constatés d'avance (1)	141 543.67	350 773.05	209 229.38-	59.65-
Total IV		88 820 341.04	68 737 432.15	20 082 908.89	29.22
Ecart de conversion passif (V)					
TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V)		100 273 171.68	80 074 442.27	20 198 729.41	25.22

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

042-214201873-20221110-10NOVN13-DE

(1) Dettes et produits constatés d'avance à moins d'un an

60 429 597.00 38 643 785.30

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 16/11/2022
Dossier N° 200040 en Euros
Affichage : 16/11/2022

Émis le 23/03/2022 à 15:35

Mission de présentation - Voir le rapport d'Expert Comptable

Cabinet E-VECA

COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N 31/12/2021 12			Exercice N-1 31/12/2020 12	Ecart N / N-1	
	France	Exportation	Total		Euros	%
Produits d'exploitation (1)						
Ventes de marchandises						
Production vendue de biens	618 544. 26		618 544. 26	628 319. 34	9 775. 08-	1. 56-
Production vendue de services	1 446 378. 74		1 446 378. 74	2 930 120. 88	1 483 742. 14-	50. 64-
Chiffre d'affaires NET	2 064 923. 00		2 064 923. 00	3 558 440. 22	1 493 517. 22-	41. 97-
Production stockée						
Production immobilisée						
Subventions d'exploitation			2 666. 64		2 666. 64	
Reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements), transferts de charges			839. 94	521. 05	318. 89	61. 20
Autres produits			402 493. 90	910 788. 17	508 294. 27-	55. 81-
Total des Produits d'exploitation (I)			2 470 923. 48	4 469 749. 44	1 998 825. 96-	44. 72-
Charges d'exploitation (2)						
Achats de marchandises						
Variation de stock (marchandises)						
Achats de matières premières et autres approvisionnements						
Variation de stock (matières premières et autres approvisionnements)						
Autres achats et charges externes *			1 257 471. 45	2 945 173. 50	1 687 702. 05-	57. 30-
Impôts, taxes et versements assimilés			13 068. 52	13 631. 09	562. 57-	4. 13-
Salaires et traitements			652 328. 37	533 847. 97	118 480. 40	22. 19
Charges sociales			275 131. 70	228 962. 78	46 168. 92	20. 16
Dotations aux amortissements et dépréciations						
Sur immobilisations : dotations aux amortissements			17 096. 58	20 846. 33	3 749. 75-	17. 99-
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations						
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations						
Dotations aux provisions						
Autres charges			385 407. 35	911 277. 04	525 869. 69-	57. 71-
Total des Charges d'exploitation (II)			2 600 503. 97	4 653 738. 71	2 053 234. 74-	44. 12-
1 - Résultat d'exploitation (I-II)			129 580. 49-	183 989. 27-	54 408. 78	29. 57
Quotes-parts de Résultat sur opération faites en commun						
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)						
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)						

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

Proratisation de l'écart en fonction du nombre de mois
042-214201873-20221110-10NOVN13-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 16/11/2022
Dossier N° 200040 en Euros
Affichage : 16/11/2022

Édité le 23/03/2022 à 15:35

(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs

(2) Dont charges affectées à des exercices antérieurs

Mission de présentation - Voir le rapport d'Expert Comptable

Cabinet E-VECA

COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N	Exercice N-1	Ecart N / N-1	
	31/12/2021	12	31/12/2020	12
			Euros	%
Produits financiers				
Produits financiers de participations (3)				
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (3)				
Autres intérêts et produits assimilés (3)	47 861. 52	47 097. 16	764. 36	1. 62
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges	444 004. 69	473 910. 59	29 905. 90-	6. 31-
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total V	491 866. 21	521 007. 75	29 141. 54-	5. 59-
Charges financières				
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions				
Intérêts et charges assimilées (4)	444 165. 20	468 977. 22	24 812. 02-	5. 29-
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total VI	444 165. 20	468 977. 22	24 812. 02-	5. 29-
2. Résultat financier (V-VI)	47 701. 01	52 030. 53	4 329. 52-	8. 32-
3. Résultat courant avant impôts (I-II+III-IV+V-VI)	81 879. 48-	131 958. 74-	50 079. 26	37. 95
Produits exceptionnels				
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		208 413. 98	208 413. 98-	100. 00-
Produits exceptionnels sur opérations en capital	360. 00		360. 00	
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges				
Total VII	360. 00	208 413. 98	208 053. 98-	99. 83-
Charges exceptionnelles				
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	300. 00	107 671. 47	107 371. 47-	99. 72-
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	360. 00		360. 00	
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions				
Total VIII	660. 00	107 671. 47	107 011. 47-	99. 39-
4. Résultat exceptionnel (VII-VIII)	300. 00-	100 742. 51	101 042. 51-	100. 30-
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise (IX)				
Impôts sur les bénéfices (X)				
Total des produits (I+III+V+VII)	2 963 149. 69	5 199 171. 17	2 236 021. 48-	43. 01-
Total des charges (II+IV+VI+VIII+IX+X)	3 045 329. 17	5 230 387. 40	2 185 058. 23-	41. 78-
5. Bénéfice ou perte (total des produits - total des charges)	82 179. 48-	31 216. 23-	50 963. 25-	163. 26-

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

042-214201873-20221110-10NOVN13-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 16/11/2022
Dossier N° 200040 en Euros
Affichage : 16/11/2022

Edité le 23/03/2022 à 15:35

* Y compris : Redevance de crédit bail mobilier

: Redevance de crédit bail immobilier

(3) Dont produits concernant les entreprises liées

(4) Dont intérêts concernant les entreprises liées

Mission de présentation - Voir le rapport d'Expert Comptable

Cabinet E-VECA

DETAIL BILAN ACTIF

ACTIF	Exercice N 31/12/2021 12	Exercice N-1 31/12/2020 12	Ecart N / N-1	
			Euros	%
AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	9 655. 90	6 603. 78	3 052. 12	46. 22
20880000 AUTRES IMMOBILISATIONS	61 061. 50	51 781. 60	9 279. 90	17. 92
28088000 AMORT. AUTRES IMMOB. INCORP	51 405. 60-	45 177. 82-	6 227. 78-	13. 79-
AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES	16 662. 56	18 839. 11	2 176. 55-	11. 55-
21830000 MATÉRIEL DE BUREAU & INFORMATI	65 302. 72	57 453. 47	7 849. 25	13. 66
21840000 MOBILIER	10 210. 22	9 367. 22	843. 00	9. 00
21880000 AUTRES IMMOBILISATIONS	5 492. 00	5 492. 00		
28183000 AMORT. MATÉRIEL DE BUREAU & IN	51 630. 27-	42 159. 26-	9 471. 01-	22. 46-
28184000 AMORT. MOBILIER	8 311. 11-	7 230. 32-	1 080. 79-	14. 95-
28188000 AMORT. AUTRES IMMOBILISATIONS	4 401. 00-	4 084. 00-	317. 00-	7. 76-
IMMOBILISATIONS EN COURS		2 243. 97	2 243. 97-	100. 00-
23100000 IMMOB. CORPORELLES EN COURS		2 243. 97	2 243. 97-	100. 00-
AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES	4 296. 24	1 471. 24	2 825. 00	192. 01
27500000 DÉPÔTS ET CAUTIONNEMENTS VERSÉ	4 296. 24	1 471. 24	2 825. 00	192. 01
Total II	30 614. 70	29 158. 10	1 456. 60	5. 00
CLIENTS ET COMPTES RATTACHES	43 817 983. 42	44 983 615. 11	1 165 631. 69-	2. 59-
41100000 COLLECTIF CLIENTS	1 259 697. 42	365 632. 00	894 065. 42	244. 53
41810000 CLIENTS - FACTURES À ÉTABLIR	57 817. 20	7 209. 60	50 607. 60	701. 95
41820000 CLIENTS - AUTRES B.E.A.	36 628. 41	46 642. 03	10 013. 62-	21. 47-
41840000 CLIENTS - B.E.A DONT K.RÉSIDUE	42 463 840. 39	44 564 131. 48	2 100 291. 09-	4. 71-
AUTRES CREANCES	43 613 732. 02	22 455 976. 99	21157755. 03	94. 22
40100000 COLLECTIF FOURNISSEURS	420. 00		420. 00	
40980000 R.R.R. À OBTENIR, AVOIRS NON		1 200. 00	1 200. 00-	100. 00-
43870000 ORGANISMES - PROD. À RECEVOIR	795. 60		795. 60	
44410000 ETAT-IMPÔT SUR LES SOCIÉTÉS	19 180. 66	19 180. 66		
44566000 TVA DEDUCTIBLE SUR ABS		28 052. 60	28 052. 60-	100. 00-
44567000 CRÉDIT DE TVA À REPORTER		95 608. 43	95 608. 43-	100. 00-
44569200 TVA SUR ACHATS INTRACOM. À 20		34. 98	34. 98-	100. 00-
44583000 DEMANDES DE REMBOURSEMENT TVA		100 000. 00	100 000. 00-	100. 00-
44585000 TVA NON ENCORE RÉCUPÉRABLE	23 517. 68	49 580. 87	26 063. 19-	52. 57-
44586000 TVA SUR FACTURES NON PARVENUES	325 783. 24	337 700. 60	11 917. 36-	3. 53-
44870000 ETATS - PROD. À RECEVOIR	540. 00	10 495. 00	9 955. 00-	94. 85-
46131000 MANDAT - BUDGET ÉTUDES	522 819. 65	434 702. 23	88 117. 42	20. 27
46133000 MANDAT - BUDGET TRAVAUX	40 135 257. 80	19 516 967. 82	20 618 289. 98	105. 64
46134200 MANDAT - BUDGET HONORAIRES	524 725. 71	290 562. 27	234 163. 44	80. 59
46137000 MANDAT - FRAIS DIVERS	1 551 195. 92	1 318 785. 88	232 410. 04	17. 62
46139200 MANDAT MAINTENANCE - P2 MAINT	324 693. 75	179 701. 49	144 992. 26	80. 69
46139300 MANDAT MAINTENANCE - P3 GER	61 905. 66	19 506. 83	42 398. 83	217. 35
46139500 MAINTENANCE MANDAT - P5 SENSIB	49 717. 06	19 398. 20	30 318. 86	156. 30
46139600 MANDAT MAINTENANCE - P6	72 317. 69	34 499. 13	37 818. 56	109. 62
46139800 MANDAT MAINTENANCE INTERSESMT	861. 60		861. 60	
DISPONIBILITES	12 786 136. 32	12 586 786. 23	199 350. 09	1. 58
51200100 CE SPL OSER	4 938 847. 76	5 013 220. 18	74 372. 42-	1. 48-
51200200 CE DÉPÔT EN CAPITAL	397 798. 45	134 918. 03	262 880. 42	194. 84
51210100 CE BOURG EN BRESSE BODIN	28 364. 33	28 364. 34	0. 01-	0. 00-
51210200 CE BOURG EN BRESSE ROBIN	26 628. 83	26 628. 85	0. 02-	0. 00-
51210300 CE BOURG EN BRESSE VENNES	21 459. 03	21 459. 04	0. 01-	0. 00-
51220100 CE RÉGION L. MONTGOLFIER	15 445. 92	29 786. 86	14 340. 94-	48. 15-

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

042-214201873-20221110-10NOVN13-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 16/11/2022
Dossier N° 200040 en Euros
Affichage : 16/11/2022

Écrit le 23/03/2022 à 15:35

Mission de présentation - Voir le rapport d'Expert Comptable

Cabinet E-VECA

DETAIL BILAN ACTIF

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

Accusé certifié exécutoire

Edité le 23/03/2022 à 15:35

Mission de présentation - Voir le rapport d'Expert Comptable

Cabinet E-VECA

DETAIL BILAN PASSIF

PASSIF	Exercice N 31/12/2021 12	Exercice N-1 31/12/2020 12	Ecart N / N-1	
			Euros	%
CAPITAL	10 999 050.00	10 801 050.00	198 000.00	1.83
10130100 CAPITAL SOCIAL - ENTRANT	5 764 510.00	5 566 510.00	198 000.00	3.56
10130200 CAPITAL SOCIAL - OPÉRATIONS	5 234 540.00	5 234 540.00		
RESERVE LEGALE	30 887.36	30 887.36		
10611000 RÉSERVE LÉGALE	30 887.36	30 887.36		
AUTRES RESERVES	505 072.76	536 288.99	31 216.23-	5.82-
10680000 AUTRES RÉSERVES	505 072.76	536 288.99	31 216.23-	5.82-
RESULTAT DE L'EXERCICE (Bénéfice ou perte)	82 179.48-	31 216.23-	50 963.25-	163.26-
Total I	11 452 830.64	11 337 010.12	115 820.52	1.02
EMPRUNTS AUPRES D'ETABLISSEMENTS DE CREDIT	30 093 647.57	31 763 014.85	1 669 367.28-	5.26-
16410100 CE - CRAN GEVRIER - HÔTEL DE V	1 609 564.87	1 692 859.74	83 294.87-	4.92-
16410200 CE - BOURG-EN-BRESSE - BAUDIN	666 933.20	704 670.47	37 737.27-	5.36-
16410300 CE - BOURG-EN-BRESSE - ROBIN	626 125.85	661 554.11	35 428.26-	5.36-
16410400 CE - BOURG-EN-BRESSE - LES VEN	511 732.11	540 087.25	28 355.14-	5.25-
16410500 CE - RÉGION - L.CLAUDEL	805 949.32	849 686.05	43 736.73-	5.15-
16410600 CE - MONTMÉLIAN - MÉDIATHÈQUE	136 715.86	144 102.24	7 386.38-	5.13-
16410700 CE - GRIGNY - ECOLES JOLIOT CU	2 030 893.77	2 122 058.27	91 164.50-	4.30-
16420100 CDC - CRAN GEVRIER - HÔTEL DE	1 586 444.06	1 667 844.79	81 400.73-	4.88-
16420200 CDC - BOURG-EN-BRESSE - BAUDIN	663 037.65	699 489.87	36 452.22-	5.21-
16420300 CDC - BOURG-EN-BRESSE - ROBIN	622 468.68	656 690.53	34 221.85-	5.21-
16420400 CDC - BOURG-EN-BRESSE - LES VE	503 503.09	530 967.20	27 464.11-	5.17-
16420500 CDC - BOURG-EN-BRESSE - ST EXU	1 498 949.28	1 596 115.64	97 166.36-	6.09-
16420600 CDC - BOURG-EN-BRESSE - FAVIER	1 158 664.88	1 221 282.16	62 617.28-	5.13-
16420700 CDC - RÉGION - L.MONTGOLFIER	466 904.40	493 522.06	26 617.66-	5.39-
16420800 CDC - RÉGION - L.CLAUDEL	790 713.67	833 077.99	42 364.32-	5.09-
16420900 CDC - RÉGION - L.AMBLARD	707 764.50	745 701.87	37 937.37-	5.09-
16421000 CDC - RÉGION - L.LES CANUTS	2 750 111.42	2 899 334.02	149 222.60-	5.15-
16421100 CDC - RÉGION - L.A.PICASSO	2 465 849.14	2 606 512.24	140 663.10-	5.40-
16421200 CDC - RÉGION - L.S.WEIL	1 787 255.42	1 898 881.38	111 625.96-	5.88-
16421300 CDC - MONTMÉLIAN - MÉDIATHÈQUE	408 781.02	430 331.04	21 550.02-	5.01-
16421400 CDC - ANNECY - LES ROMAINS	2 383 492.61	2 526 533.25	143 040.64-	5.66-
16421500 CDC - GRIGNY - ECOLES JOLIOT C	1 059 035.26	1 125 087.38	66 052.12-	5.87-
16421600 CDC - RÉGION - L.LA PLÉIADE	1 814 258.15	1 911 130.99	96 872.84-	5.07-
16430100 BPI - RÉGION - L.MONTGOLFIER	473 237.42	500 808.95	27 571.53-	5.51-
16430200 BPI - RÉGION - L.LA PLÉIADE	1 844 257.30	1 944 423.45	100 166.15-	5.15-
16430300 BPI - RÉGION - L.AMBLARD	721 004.64	760 261.91	39 257.27-	5.16-
CONCOURS BANCAIRES COURANTS	150.00	150.00		
51860000 FRAIS BANCAIRES À PAYER	150.00	150.00		
DETTES FOURNISSEURS ET COMPTES RATTACHES	4 615 529.95	3 915 475.32	700 054.63	17.88
40100000 COLLECTIF FOURNISSEURS	2 248 517.98	1 779 944.51	468 573.47	26.33
40810000 FOURNISSEURS - FACT. NON PARVE	2 367 011.97	2 135 530.81	231 481.16	10.84
DETTES FISCALES ET SOCIALES	7 402 709.68	7 587 355.72	184 646.04-	2.43-
42100000 PERSONNEL - RÉMUNÉRATIONS DUES	21.19		21.19	
42510000 NOTES DE FRAIS	1 909.37	746.11	1 163.26	155.91
42820000 DETTES PROV. CONGÉS PAYÉS	52 974.11	37 897.78	15 076.33	39.78
43100000 URSSAF	18 753.00	27 499.00	8 746.00-	31.80-
43720000 MUTUELLE - MALAKOFF MÉDÉRIC HU	9 132.47	6 087.27	3 045.20	50.03

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

042-214201873-20221110-10NOVN13-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 16/11/2022
Dossier N° 200040 en Euros
Affichage : 16/11/2022

Émis le 23/03/2022 à 15:35

Mission de présentation - Voir le rapport d'Expert Comptable

Cabinet E-VECA

DETAIL BILAN PASSIF	
---------------------	--

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

Accusé certifié exécutoire

Edité le 23/03/2022 à 15:35

Mission de présentation - Voir le rapport d'Expert Comptable

Cabinet E-VECA

DETAIL COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N		Exercice N-1		Ecart N / N-1	
	31/12/2021	12	31/12/2020	12	Euros	%
PRODUCTION VENDUE DE BIENS	618	544. 26	628	319. 34	9 775. 08-	1. 56-
70220000 B.E.A. REDEVANCES R2	226	142. 76	227	733. 91	1 591. 15-	0. 70-
70220100 B.E.A. REDEVANCE R2 - REV	21	089. 90	18	152. 47	2 937. 43	16. 18
70230000 B.E.A. REDEVANCES R3	124	623. 80	137	400. 19	12 776. 39-	9. 30-
70230100 B.E.A. REDEVANCE R3 - REV	10	784. 50	9	366. 62	1 417. 88	15. 14
70240000 B.E.A. REDEVANCES R4	124	500. 00	116	713. 73	7 786. 27	6. 67
70240100 B.E.A. REDEVANCE R4 - REV	5	998. 28	4	088. 26	1 910. 02	46. 72
70250000 B.E.A. REDEVANCES R5	54	933. 20	54	933. 20		
70250100 B.E.A. REDEVANCE R5 - REV	2	677. 70	1	943. 78	733. 92	37. 76
70260000 B.E.A. REDEVANCES R6	34	764. 63	42	827. 10	8 062. 47-	18. 83-
70260100 B.E.A. REDEVANCE R6 - REV	2	008. 04		959. 45	1 048. 59	109. 29
70270000 B.E.A. REDEVANCES INTÉRESSEMEN	11	021. 45	14	200. 63	3 179. 18-	22. 39-
PRODUCTION VENDUE DE SERVICES	1	446 378. 74	2	930 120. 88	1 483 742. 14-	50. 64-
70610000 B.E.A TRAVAUX	645	489. 31	2	383 817. 36	1 738 328. 05-	72. 92-
70610100 HONORAIRES - AUDITS ÉNERGÉTIQU	230	204. 50	38	726. 50	191 478. 00	494. 44
70610200 HONORAIRES - A.M.O.	22	847. 00	21	705. 14	1 141. 86	5. 26
70610400 HONORAIRES - MANDATS - EXPLOIT	17	535. 00	22	671. 40	5 136. 40-	22. 66-
70610600 HONORAIRES - MANDATS	562	770. 29	495	161. 66	67 608. 63	13. 65
70612600 HONORAIRES - RÉV - MANDATS	12	767. 92	10	486. 14	2 281. 78	21. 76
70860000 INDEMNITÉ RÉSILIATION DE MANDA			18	134. 56	18 134. 56-	100. 00-
70880000 AUTRES PRODUITS D'ACTIVITÉS	1	621. 00			1 621. 00	
70880100 RÉTROCESSION PDT. PHOTOVOLTA"Q	48	665. 23-	59	897. 93-	11 232. 70	18. 75
70880200 RÉTROCESSION PRIME PHOTOVOLTA"	1	155. 60-	1	733. 40-	577. 80	33. 33
70880300 RÉTROCESSION FRAIS PHOTOVOLTA"	2	964. 55	1	049. 45	1 915. 10	182. 49
Chiffre d'affaires NET	2	064 923. 00	3	558 440. 22	1 493 517. 22-	41. 97-
SUBVENTIONS D'EXPLOITATION	2	666. 64			2 666. 64	
74000000 SUBVENTIONS D'EXPLOITATION	2	666. 64			2 666. 64	
REPRISES SUR DEPRECIATIONS, PROV. (ET AMORT.), TRANSF.DE CHARGES	839.	94	521.	05	318. 89	61. 20
79110000 TRANSFERTS DE CHARGES	839.	94	340.	00	499. 94	147. 04
79120000 AUTRES TRANSFERTS DE CHARGES			181.	05	181. 05-	100. 00-
AUTRES PRODUITS	402	493. 90	910	788. 17	508 294. 27-	55. 81-
75800000 PRODUIT DE GESTION COURANTE	21	309. 83	26.	54	21 283. 29	NS
75880000 PRODUITS DIVERS DE GESTION COU	381	184. 07	910	761. 63	529 577. 56-	58. 15-
Total des Produits d'exploitation	2	470 923. 48	4	469 749. 44	1 998 825. 96-	44. 72-
AUTRES ACHATS ET CHARGES EXTERNES	1	257 471. 45	2	945 173. 50	1 687 702. 05-	57. 30-
60534000 B.E.A. BUDGET CREM	467	919. 19	2	200 205. 92	1 732 286. 73-	78. 73-
60535000 B.E.A. BUDGET COÛTS SUR TRAVAU	65	900. 13	15	751. 28	50 148. 85	318. 38
60537000 B.E.A. BUDGET CHARGE PHOTOVOLT	2	964. 55		917. 01	2 047. 54	223. 28
60537100 B.E.A. RÉTROCESSION PHOTOVOLTA	48	665. 23-	59	897. 93-	11 232. 70	18. 75
60537200 BEA RETROCESS PRIME PHOTOVOLTA	1	155. 60-	1	733. 40-	577. 80	33. 33
60538000 B.E.A. INTERESSEMENT	10	877. 18	14	344. 45	3 467. 27-	24. 17-
60539000 B.E.A. BUDGET COMPTE DE RÉSERV	101	804. 79	141	875. 72	40 070. 93-	28. 24-
60612000 CARBURANTS, LUBRIFIANTS	5	044. 91	3	959. 66	1 085. 25	27. 41
60630000 FOURNITURES ENTRETIEN, PETIT É	3	773. 85	1	798. 45	1 975. 40	109. 84
60640000 FOURNITURES ADMINISTRATIVES	1	052. 09	1	479. 21	427. 12-	28. 87-
60680000 AUTRES MATÈRES ET FOURNITURES			217.	71	217. 71-	100. 00-
61320000 LOCATIONS IMMOBILIÈRES	30	364. 65	27	646. 78	2 717. 87	9. 83
61380100 LOCATION 208 DIESEL 01/18		123. 81	3	816. 30	3 692. 49-	96. 76-

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

Proratisation de l'écart en fonction du nombre de mois
042-214201873-20221110-10NOV13-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 16/11/2022
Dossier N° 200040 en Euros
Affichage : 16/11/2022

Écrit le 23/03/2022 à 15:35

Mission de présentation - Voir le rapport d'Expert Comptable

Cabinet E-VECA

DETAIL COMPTE DE RESULTAT

		Exercice N	Exercice N-1	Ecart N / N-1	
		31/12/2021	12	31/12/2020	12
		Euros		%	
61380400	LOCATION 308 ESSENCE 08/19	4 195. 20	4 871. 20	676. 00-	13. 88-
61380500	LOCATION 208 ESSENCE 09/19	3 292. 80	3 709. 12	416. 32-	11. 22-
61400000	CHARGES LOCATIVES ET COPROPRIÉ	4 300. 00	4 300. 00		
61551000	ENTRETIEN MATÉRIEL DE TRANSPOR	727. 22	1 304. 85	577. 63-	44. 27-
61560100	CPRO - MAIL IN BLACK	668. 02	425. 60	242. 42	56. 96
61560200	CPRO - FIREWALL	2 427. 67	1 782. 22	645. 45	36. 22
61560300	CPRO - BOITE AUX LETTRES HÉBER	1 246. 42	1 081. 92	164. 50	15. 20
61560400	CPRO - COPIEUR LOCATION MAINT	3 632. 42	4 272. 19	639. 77-	14. 98-
61560500	CPRO - MAINTENANCE CONTRAT PRI	3 531. 43	3 363. 27	168. 16	5. 00
61560600	CPRO - SAUVEGARDE ISI BACKUP	3 060. 01	2 016. 68	1 043. 33	51. 74
61560700	ATELIER 111 - SITE INTERNET	1 620. 00	1 620. 00		
61560800	CPRO - TEAMS	604. 80	302. 40	302. 40	100. 00
61560900	GESPROJET	1 600. 00	2 026. 67	426. 67-	21. 05-
61561000	MAINTENANCE - P1	34 764. 63	42 827. 10	8 062. 47-	18. 83-
61561100	MAINTENANCE - P1 - RÉVISION	2 008. 04	959. 45	1 048. 59	109. 29
61562000	MAINTENANCE - P2	226 143. 86	227 791. 42	1 647. 56-	0. 72-
61562100	MAINTENANCE - P2 - RÉVISION	21 089. 89	22 528. 71	1 438. 82-	6. 39-
61563000	MAINTENANCE - P3	122 878. 22	129 533. 09	6 654. 87-	5. 14-
61563100	MAINTENANCE - P3 - RÉVISION	10 784. 00	7 851. 92	2 932. 08	37. 34
61565000	MAINTENANCE - P5	54 933. 20	55 199. 53	266. 33-	0. 48-
61565100	MAINTENANCE - P5 - RÉVISION	2 657. 91	2 734. 87	76. 96-	2. 81-
61566000	CPRO - SAGE & EFAKTO	3 319. 00	3 319. 00		
61566100	ORANGE - MCO COLLAB	464. 04		464. 04	
61566200	C PRO LICENCES OFFICE 365	769. 15		769. 15	
61566300	LUCCA - FIGGO - LOGICIEL RH	420. 00		420. 00	
61610100	ASSURANCES - RESP. CIVILE GÉNÉ	21 906. 94	12 815. 92	9 091. 02	70. 94
61610200	ASSURANCES - R.C.M.S.	1 200. 00	977. 94	222. 06	22. 71
61610300	ASSURANCES - LOCAUX GRENOBLE	347. 60	333. 84	13. 76	4. 12
61610400	ASSURANCE LOCAUX VOLVIC	291. 37	160. 74	130. 63	81. 27
61630000	ASSURANCES - TRANSPORT	1 765. 93	2 644. 13	878. 20-	33. 21-
61810000	DOCUMENTATION GÉNÉRALE	109. 88	505. 90	396. 02-	78. 28-
62260000	HONORAIRES	11 500. 00	1 750. 00	9 750. 00	557. 14
62260100	HONORAIRES EXPERTISE-COMPTABLE	10 225. 00	8 000. 00	2 225. 00	27. 81
62260200	HONORAIRES COMMISSARIAT AUX CO	8 608. 60	8 600. 00	8. 60	0. 10
62270000	FRAIS ACTES ET CONTENTIEUX	1 167. 10	165. 47	1 001. 63	605. 32
62280000	AUTRES RÉMUNÉRATIONS	784. 90	1 215. 00	430. 10-	35. 40-
62300000	PUBLICITÉ, PUBLICATIONS, RELAT		1 841. 95	1 841. 95-	100. 00-
62310000	ANNONCES ET INSERTIONS	2 205. 40	711. 88	1 493. 52	209. 80
62510000	FRAIS AREA	3 915. 34	3 142. 55	772. 79	24. 59
62514000	FRAIS PÉAGE, TRAIN, PARKING, H	8 034. 40	2 226. 56	5 807. 84	260. 84
62520000	INDEMNITÉS KILOMÉTRIQUES	5 490. 85	3 392. 55	2 098. 30	61. 85
62561000	FRAIS REPAS	1 797. 28	1 392. 62	404. 66	29. 06
62570000	RÉCEPTIONS	865. 07	272. 47	592. 60	217. 49
62600300	FRAIS POSTAUX	2 312. 04	2 750. 75	438. 71-	15. 95-
62620100	LIGNE FIXE	311. 43	290. 97	20. 46	7. 03
62620200	ABONNEMENT INTERNET	957. 70	1 090. 80	133. 10-	12. 20-
62620300	LIGNES MOBILES	5 158. 07	5 974. 38	816. 31-	13. 66-
62620400	FIBRE	6 259. 15		6 259. 15	
62780000	SERVICES BANCAIRES	7 174. 82	6 880. 38	294. 44	4. 28
62810000	COTISATIONS ET CONCOURS DIVERS	3 940. 33	3 834. 33	106. 00	2. 76
IMPOTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILES		13 068. 52	13 631. 09	562. 57-	4. 13-
63120000	TAXE D'APPRENTISSAGE	3 732. 00	3 577. 70	154. 30	4. 31
63130000	FORMATION CONTINUE	3 808. 52	3 485. 39	323. 13	9. 27
63511000	C.F.E. ET C.V.A.E.	2 904. 00	5 327. 00	2 423. 00-	45. 49-

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

Proratisation de l'écart en fonction du nombre de mois
042-214201873-20221110-10NOVN13-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 16/11/2022
Dossier N° 200040 en Euros
Affichage : 16/11/2022

Édité le 23/03/2022 à 15:35

Mission de présentation - Voir le rapport d'Expert Comptable

Cabinet E-VECA

DETAIL COMPTE DE RESULTAT

		Exercice N	Exercice N-1	Ecart N / N-1	
		31/12/2021	12	31/12/2020	12
				Euros	%
63512000	TAXE FONCIÈRE	1 621. 00		1 621. 00	
63514000	TAXE SUR VÉHICULES DE SOCIÉTÉ	1 003. 00	1 241. 00	238. 00-	19. 18-
SALAIRES ET TRAITEMENTS		652 328. 37	533 847. 97	118 480. 40	22. 19
64110000	SALAIRES APPOINTEMENTS	627 517. 05	530 888. 39	96 628. 66	18. 20
64122000	CONGÉS PAYÉS PROVISIONNÉS	15 076. 33	6 911. 92	8 164. 41	118. 12
64130000	INDEMNITÉS TRANSPORT PUBLIC	2 445. 60	2 196. 39	249. 21	11. 35
64141000	INDEMNITÉS ET AVANTAGES DIVERS	8 000. 00	8 000. 00		
64149000	INDEMNITES ACTIVITES PARTIELLE	837. 34-	14 148. 73-	13 311. 39	94. 08
64149010	AVANTAGE EN NATURE VEHICULE	1 437. 89-	1 726. 43-	288. 54	16. 71
64170000	AVANTAGES EN NATURE	1 564. 62	1 726. 43	161. 81-	9. 37-
CHARGES SOCIALES		275 131. 70	228 962. 78	46 168. 92	20. 16
64502000	CHARGES SOCIALES SUR PROV. C.P	6 120. 71	3 049. 79	3 070. 92	100. 69
64510000	COTISATIONS - URSSAF	175 069. 28	150 417. 80	24 651. 48	16. 39
64520000	COTISATIONS - MUTUELLES	26 420. 15	20 125. 94	6 294. 21	31. 27
64531000	COT. CAISSE RETRAITE COMPL. EM	48 863. 21	40 816. 66	8 046. 55	19. 71
64713000	PART PATRONALE TICKETS RESTAUR	14 774. 40	11 664. 00	3 110. 40	26. 67
64750000	MÉDECINE DU TRAVAIL	1 345. 00	1 050. 00	295. 00	28. 10
64800000	AUTRES CHARGES DE PERSONNEL	2 538. 95	1 838. 59	700. 36	38. 09
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS SUR IMMOBILISATIONS		17 096. 58	20 846. 33	3 749. 75-	17. 99-
68111000	DOT/AMORT. IMMOB. INCOPORELLES	6 227. 78	5 844. 40	383. 38	6. 56
68112000	DOT/AMORT. IMMOB. CORPORELLES	10 868. 80	15 001. 93	4 133. 13-	27. 55-
AUTRES CHARGES		385 407. 35	911 277. 04	525 869. 69-	57. 71-
65800000	CHARGES DE GESTION COURANTE	4 223. 28	515. 41	3 707. 87	719. 40
65880000	SUBVENTIONS À REVERSER	381 184. 07	910 761. 63	529 577. 56-	58. 15-
Total des Charges d'exploitation		2 600 503. 97	4 653 738. 71	2 053 234. 74-	44. 12-
Résultat d'exploitation		129 580. 49-	183 989. 27-	54 408. 78	29. 57
AUTRES INTERETS ET PRODUITS ASSIMILES		47 861. 52	47 097. 16	764. 36	1. 62
76880000	AUTRES PRODUITS FINANCIERS	4 120. 65	9 486. 20	5 365. 55-	56. 56-
76885000	INTÉRÊTS COURUS SUR COMPTE À T	43 740. 87	37 610. 96	6 129. 91	16. 30
REPRISES SUR DEPRECIATIONS ET PROVISIONS, TRANSFERTS DE CHARGES		444 004. 69	473 910. 59	29 905. 90-	6. 31-
79600000	TRANSFERTS DE CHARGES FINANCIÈ	444 004. 69	473 910. 59	29 905. 90-	6. 31-
Total des Produits financiers		491 866. 21	521 007. 75	29 141. 54-	5. 59-
INTERETS ET CHARGES ASSIMILEES		444 165. 20	468 977. 22	24 812. 02-	5. 29-
66110000	INTÉRÊTS DES EMPRUNTS	444 165. 20	468 977. 22	24 812. 02-	5. 29-
Total des Charges financières		444 165. 20	468 977. 22	24 812. 02-	5. 29-
Résultat financier		47 701. 01	52 030. 53	4 329. 52-	8. 32-
Résultat courant avant impôts		81 879. 48-	131 958. 74-	50 079. 26	37. 95
PRODUITS EXCEPTIONNELS SUR OPERATIONS DE GESTION			208 413. 98	208 413. 98-	100. 00-
77100000	PRODUITS EXCEPT. /OPÉ. GESTION		208 413. 98	208 413. 98-	100. 00-
Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur					
Proratisation de l'écart en fonction du nombre de mois					
042-214201873-20221110-10NOVN13-DE					

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 16/11/2022
Dossier N° 200040 en Euros
Affichage : 16/11/2022

Écrit le 23/03/2022 à 15:35

Mission de présentation - Voir le rapport d'Expert Comptable

Cabinet E-VECA

DETAIL COMPTE DE RESULTAT	
---------------------------	--

042-214201873-20221110-10NOVN13-DE

Réception par le préfet : 16/11/2022
Dossier N° 200040 en Euros.
Affichage : 16/11/2022

SPL EFFICACITE ENERGETIQUE

1 ESP FRANCOIS MITERRAND
CS 20033 LYON 2EME
69002 LYON

ANNEXE DU 01/01/2021 AU 31/12/2021

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

042-214201873-20221110-10NOVN13-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 16/11/2022
Dossier N° 200040 en Euros
Affichage : 16/11/2022

Émis le 23/03/2022 à 15:35

Mission de présentation - Voir le rapport d'Expert Comptable

Cabinet E-VECA

Cabinet E-VECA

90 ALLEE PRE MAYEN

38330 MONTBONNOT SAINT MARTIN

06.30.57.52.33

ANNEXE

SOMMAIRE

	page
Faits caractéristiques de l'exercice	14
Evènements significatifs postérieurs à la clôture	14
- REGLES ET METHODES COMPTABLES	
Principes et conventions générales	15
Permanence ou changement de méthodes	15
- COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU BILAN	
Etat des immobilisations	16
Etat des amortissements	16
Etat des échéances des créances et des dettes	17
Composition du capital social	17
Autres immobilisations incorporelles	17
Evaluation des immobilisations corporelles	17
Evaluation des amortissements	18
Evaluations des produits et en cours	18
Evaluation des créances et des dettes	18
Dépréciation des créances	18
Disponibilités en Euros	18
Produits à recevoir	19
Charges à payer	19
Charges et produits constatés d'avance	19
Eléments relevant de plusieurs postes du bilan	20
- COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU COMPTE DE RESULTAT	
Ventilation du chiffre d'affaires	20
Ventilation de l'effectif moyen	20
Honoraires des commissaires aux comptes	21
- ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS	
Engagement en matière de pensions et retraites	21
- INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES	
Produits et charges exceptionnels	21
Transferts de charges	21
Résultats financiers des cinq derniers exercices	23

NA = Non Applicable NS = Non significative

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

042-214201873-20221110-10NOVN13-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 16/11/2022
Dossier N° 200040 en Euros
Affichage : 16/11/2022

Edité le 23/03/2022 à 15:35

Mission de présentation - Voir le rapport d'Expert Comptable

ANNEXE

Exercice du 01/01/2021 au 31/12/2021

La Société Publique Locale d'Efficacité Energétique a été créée le 1er Janvier 2013.

Son objet est, sur le territoire de la région Rhône-Alpes, d'accompagner ses actionnaires dans la mise en oeuvre de leur stratégie de de leurs projets de rénovation énergétique, sur leur propre patrimoine ou dans le cadre d'une politique dédié.

Son siège social est fixée dans les locaux de la Région Rhône-Alpes, 1 esplanade François Mitterrand, CS20033, 69269 LYON cedex 02.

Sa durée est fixée à 99 ans.

Les Annexes au bilan avant répartition de l'exercice, dont le total est de 100 273 171.68 Euros et au compte de résultat de l'exercice présenté sous forme de liste, dont le chiffre d'affaires est de 2 064 923.00 Euros et dégageant un déficit de 82 179.48- Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, couvrant la période du 01/01/2021 au 31/12/2021.

Les notes et les tableaux présentés ci-après, font partie intégrante des comptes annuels.

FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

Conséquences de l'événement Covid-19 : IMPACT NON SIGNIFICATIF

L'événement Covid-19 n'a pas eu d'impact significatif sur le patrimoine, la situation financière et les résultats de l'entreprise. Etant toujours en cours à la date d'établissement des comptes annuels, l'entreprise est en incapacité d'en évaluer les conséquences précises sur les exercices à venir.

Information relative aux traitements comptables induits par l'épidémie de Coronavirus ***Points d'attention***

Sur l'exercice, la société a pu bénéficier de la prise en charge d'une partie des frais de personnel par le biais de l'activité partielle pour un montant total de 1k€.

EVENEMENTS SIGNIFICATIFS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Information relative aux traitements comptables induits par l'épidémie de Coronavirus

Conformément aux dispositions de l'article L 833-2 du Plan Comptable Général, les comptes annuels de l'entité au 31/12/2021 ont été arrêtés sans aucun ajustement lié à l'épidémie du Coronavirus.

les éléments suivants reflètent uniquement les conditions qui existaient à la date de clôture, sans tenir compte de l'évolution ultérieure de la situation :

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

042-214201873-20221110-10NOVN13-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 16/11/2022
Dossier N° 200040 en Euros
Affichage : 16/11/2022

Edité le 23/03/2022 à 15:35

Mission de présentation - Voir le rapport d'Expert Comptable

Cabinet E-VECA

ANNEXE

Exercice du 01/01/2021 au 31/12/2021

- la valeur comptable des actifs et des passifs
- la dépréciation des créances clients
- la dépréciation des immobilisations corporelles et incorporelles
- la dépréciation des stocks
- les impôts différés actifs
- le chiffre d'affaires
- les « covenants » bancaires

- REGLES ET METHODES COMPTABLES -

(PCG Art. 831-1/1)

Principes et conventions générales

Les comptes de l'exercice clos ont été élaborés et présentés conformément aux règles comptables dans le respect des principes prévus par les articles 121-1 à 121-5 et suivants du Plan Comptable Général.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les conventions comptables ont été appliquées en conformité avec les dispositions du code de commerce, du décret comptable du 29/11/83 ainsi que du règlement ANC 2014-03 et des règlements ANC 2018-07 relatifs à la réécriture du plan comptable général applicable à la clôture de l'exercice.

Permanence des méthodes

Les méthodes d'évaluation retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

- COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU BILAN -

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

042-214201873-20221110-10NOVN13-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 16/11/2022
Dossier N° 200040 en Euros
Affichage : 16/11/2022

Émis le 23/03/2022 à 15:35

Mission de présentation - Voir le rapport d'Expert Comptable

Cabinet E-VECA

ANNEXE

Exercice du 01/01/2021 au 31/12/2021

Etat des immobilisations

	Valeur brute début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluations	Acquisitions
Autres postes d'immobilisations incorporelles	5 1 7 8 2		9 2 8 0
Matériel de bureau et informatique, Mobilier	6 6 8 2 1		8 6 9 2
Emballages récupérables et divers	5 4 9 2		
TOTAL	7 2 3 1 3		8 6 9 2
Prêts, autres immobilisations financières	1 4 7 1		3 1 8 5
TOTAL	1 4 7 1		3 1 8 5
TOTAL GENERAL	1 2 5 5 6 6		2 1 1 5 7

	Diminutions		Valeur brute en fin d'exercice	Réévaluation Valeur d'origine fin exercice
	Poste à Poste	Cessions		
Autres immobilisations incorporelles			6 1 0 6 2	6 1 0 6 2
Matériel de bureau et informatique, Mobilier			7 5 5 1 3	7 5 5 1 3
Emballages récupérables et divers			5 4 9 2	5 4 9 2
TOTAL			8 1 0 0 5	8 1 0 0 5
Prêts, autres immobilisations financières		3 6 0	4 2 9 6	4 2 9 6
TOTAL		3 6 0	4 2 9 6	4 2 9 6
TOTAL GENERAL		3 6 0	1 4 6 3 6 3	1 4 6 3 6 3

Etat des amortissements

Situations et mouvements de l'exercice	Montant début d'exercice	Dotations de l'exercice	Diminutions Reprises	Montant fin d'exercice
Autres immobilisations incorporelles	4 5 1 7 8	6 2 2 8		5 1 4 0 6
Matériel de bureau et informatique, Mobilier	4 9 3 9 0	1 0 5 5 2		5 9 9 4 1
Emballages récupérables et divers	4 0 8 4	3 1 7		4 4 0 1
TOTAL	5 3 4 7 4	1 0 8 6 9		6 4 3 4 2
TOTAL GENERAL	9 8 6 5 1	1 7 0 9 7		1 1 5 7 4 8

Ventilation des dotations de l'exercice	Amortissements linéaires	Amortissements dégressifs	Amortissements exceptionnels	Amortissements dérogatoires	
				Dotations	Reprises
Autres immob.incorporelles	6 2 2 8				
Matériel de bureau informatique mobilier	2 5 3 8	8 0 1 4			
Emballages récupérables et divers		3 1 7			
TOTAL	2 5 3 8	8 3 3 1			
TOTAL GENERAL	8 7 6 6	8 3 3 1			

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

042-214201873-20221110-10NOVN13-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 16/11/2022
Dossier N° 200040 en Euros
Affichage : 16/11/2022

Émis le 23/03/2022 à 15:35

Mission de présentation - Voir le rapport d'Expert Comptable

Cabinet E-VECA

ANNEXE

Exercice du 01/01/2021 au 31/12/2021

Etat des échéances des créances et des dettes

Etat des créances	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
Autres immobilisations financières	4 296	0	4 296
Autres créances clients	43 817 983	3 397 683	40 420 300
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	796	796	
Impôts sur les bénéfices	19 181	19 181	
Taxe sur la valeur ajoutée	349 301	349 301	
Divers état et autres collectivités publiques	540	540	
Débiteurs divers	43 243 915	43 243 915	
Charges constatées d'avance	24 705	24 705	
TOTAL	87 460 717	47 036 121	40 424 596

Etat des dettes	Montant brut	A 1 an au plus	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Emprunts et dettes ets crédit à 1 an maximum à l'origine	104	104		
Emprunts et dettes ets crédit à plus de 1 an à l'origine	30 093 694	1 702 950	7 113 283	21 277 461
Fournisseurs et comptes rattachés	4 615 530	4 615 530		
Personnel et comptes rattachés	54 905	54 905		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	62 252	62 252		
Taxe sur la valeur ajoutée	7 281 449	7 281 449		
Autres impôts taxes et assimilés	4 104	4 104		
Autres dettes	46 566 760	46 566 760		
Produits constatés d'avance	141 544	141 544		
TOTAL	88 820 341	60 429 597	7 113 283	21 277 461
Emprunts remboursés en cours d'exercice	1 669 367			

Composition du capital social

(PCG Art. 831-3 et 832-13)

Différentes catégories de titres	Valeurs nominales en euros	Nombre de titres			
		Au début	Créés	Remboursés	En fin
Actions	10.0000	1 080 105	19 800		1 099 905

Autres immobilisations incorporelles

(Code du Commerce Art. R 123-186)

Les brevets, concessions et autres valeurs incorporelles immobilisées ont été évalués à leur coût d'acquisition, mais à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

	Valeurs	Taux d'amortissement
Logiciel	53 397	33.33
Logiciel avant 2017	2 290	100.00
Site internet	5 375	33.33

Les logiciels étaient amortis en linéaire sur 12 mois jusqu'au 31.12.2016
Depuis le 01.01.2017, les logiciels sont amortis en linéaire sur 3 ans.
Le site internet acquis en 2014, était également amortis en linéaire sur 3 ans.

Evaluation des immobilisations corporelles

La valeur brute des éléments corporels de l'actif immobilisé correspond à la valeur d'entrée des biens dans le patrimoine compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, mais à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

042-214201873-20221110-10NOVN13-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 16/11/2022
Dossier N° 200040 en Euros
Affichage : 16/11/2022

Émis le 23/03/2022 à 15:35

Mission de présentation - Voir le rapport d'Expert Comptable

Cabinet E-VECA

ANNEXE

Exercice du 01/01/2021 au 31/12/2021

Evaluation des amortissements

Les méthodes et les durées d'amortissement retenues ont été les suivantes :

Catégorie	Mode	Durée
Agencements et aménagements	Dégressif	4 à 10 ans
Matériel de bureau	Dégressif	3 ans
Mobilier	Linéaire	6 ans

Evaluation des produits et en cours

(PCG Art. 831-2)

Les produits et en cours de production ont été évalués à leur coût de production. Les charges indirectes de fabrication ont été prises en compte sur la base des capacités normales de production de l'entreprise, à l'exclusion de tous coûts de sous activité et de stockage.

La société appréhende ses produits selon la méthode à l'avancement.

Evaluation des créances et des dettes

Les créances et dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances et les dettes des mandats apparaissent à l'actif et au passif du bilan.

Le solde vis-à-vis des Collectivités Mandantes figure au passif dans la rubrique "autres dettes" pour 3.262.338,18 €.

Dépréciation des créances

(PCG Art.831-2/3)

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Disponibilités en Euros

Les liquidités disponibles en caisse ou en banque ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

042-214201873-20221110-10NOVN13-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 16/11/2022
Dossier N° 200040 en Euros
Affichage : 16/11/2022

Émis le 23/03/2022 à 15:35

Mission de présentation - Voir le rapport d'Expert Comptable

Cabinet E-VECA

ANNEXE

Exercice du 01/01/2021 au 31/12/2021

Produits à recevoir

Montant des produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant
Créances clients et comptes rattachés	42 558 286
Autres créances	1 336
Disponibilités	115 321
Total	42 674 943

Charges à payer

Montant des charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Montant
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	150
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	2 367 012
Dettes fiscales et sociales	82 585
Total	2 449 747

Charges et produits constatés d'avance

Charges constatées d'avance	Montant
Charges d'exploitation	24 705
Total	24 705
Produits constatés d'avance	Montant
Produits d'exploitation	141 544
Total	141 544

Le solde des subventions reçues de l'ADEME s'élèvent à 79.431 € au 31 décembre 2020. Ces sommes ont été intégralement reversées aux Collectivités au cours de l'exercice 2021.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

042-214201873-20221110-10NOVN13-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 16/11/2022
Dossier N° 200040 en Euros
Affichage : 16/11/2022

Edité le 23/03/2022 à 15:35

Mission de présentation - Voir le rapport d'Expert Comptable

Cabinet E-VECA

ANNEXE

Exercice du 01/01/2021 au 31/12/2021

Éléments relevant de plusieurs postes au bilan

(Code du Commerce Art. R 123-181)

Comptabilisation des baux emphytéotiques administratifs (BEA) de rénovation énergétique

La société a comptabilisé les BEA qu'elle a signé en 2014, 2015, 2016 et 2017 suivant le modèle dit de la "créance financière" car le contrôle qu'exerce l'autorité publique sur l'investissement que la SPL réalise n'autorise pas cette dernière à inscrire cet actif à son bilan.

Comptabilisation de 3 contrats de SWAP de taux d'intérêts

La société a souscrit 3 contrats de swap de taux d'intérêts afin de faire correspondre les contrats de prêts à taux variables aux loyers fixes prévus dans les baux emphytéotiques administratifs.

Cession Dailly sur les opérations

La société a consenti, en garantie des emprunts de long terme et au profit des prêteurs, sur toutes les opérations, une cession Dailly de la part des loyers correspondant aux remboursements et aux intérêts desdits emprunts.

- COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU COMPTE DE RESULTAT -

Ventilation du chiffre d'affaires net

(PCG Art. 831-2/14)

Répartition par secteur d'activité	Montant
Prestations de Services	8 4 6 1 2 5
Prestations liées aux baux emphytéotiques (BEA)	6 4 5 4 8 9
Redevances facturées aux Collectivités dans le cadre des BEA	6 1 8 5 4 4
Refacturations diverses	4 5 2 3 5 -
Total	2 0 6 4 9 2 3

Répartition par secteur géographique	Montant
Région Auvergne-Rhône-Alpes	2 0 6 4 9 2 3
Total	2 0 6 4 9 2 3

Effectif moyen

(PCG Art. 831-3)

	Personnel salarié
Cadres	1 1
Employés	2
Total	1 3

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

042-214201873-20221110-10NOVN13-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 16/11/2022
Dossier N° 200040 en Euros
Affichage : 16/11/2022

Émis le 23/03/2022 à 15:35

Mission de présentation - Voir le rapport d'Expert Comptable

Cabinet E-VECA

ANNEXE

Exercice du 01/01/2021 au 31/12/2021

Honoraires des commissaires aux comptes

Le montant total des honoraires des commissaires aux comptes figurant au compte de résultat de l'exercice est de 8 608,60 euros, décomposés de la manière suivante :

- honoraires facturés au titre du contrôle légal des comptes : 8 608,60 €
- honoraires facturés au titre des conseils et prestations de services entrant dans les diligences directement liées à la mission de contrôle légal des comptes, telles qu'elles sont définies par les normes d'exercice professionnel mentionnées au II de l'article L. 822-11 : 0 €

- ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS -

Engagement en matière de pensions et retraites

(PCG Art. 832-13)

La société n'a signé aucun accord particulier en matière d'engagements de retraite.

Aucune provision pour charge n'a été comptabilisée au titre de cet exercice.

- INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES -

Produits et charges exceptionnels

(PCG Art. 831-2/13)

Nature	Montant	imputé au compte
Produits exceptionnels		
- Produit Cession Elements Actifs	3 6 0	7 7 5 6 0 0 0 0
Total	3 6 0	
Charges exceptionnelles		
- Charges Exceptionnelles	3 0 0	6 7 1 0 0 0 0 0
- VNC des elements d'actif cédés	3 6 0	6 7 5 6 0 0 0 0
Total	6 6 0	

Transferts de charges

(PCG Art. 831-2/13)

Nature	Montant
Produits activité partielle	1 7 5
Remboursements URSSAF	6 6 5
Total	8 4 0

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

042-214201873-20221110-10NOVN13-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 16/11/2022
Dossier N° 200040 en Euros
Affichage : 16/11/2022

Edité le 23/03/2022 à 15:35

Mission de présentation - Voir le rapport d'Expert Comptable

Cabinet E-VECA

ANNEXE

Exercice du 01/01/2021 au 31/12/2021

Le 23/03/2022
TRUCHY PHILIPPE DIRECTEUR GENERAL

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

042-214201873-20221110-10NOVN13-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 16/11/2022
Dossier N° 200040 en Euros
Affichage : 16/11/2022

Émis le 23/03/2022 à 15:35

Mission de présentation - Voir le rapport d'Expert Comptable

Cabinet E-VECA

[illegible]

Réception par le préfet : 16/11/2022
Affichage : 16/11/2022

Dossier N° 200040 en Euros . Édité le 23/03/2022 à 15:35